Parti Socialiste
Congrès national de Brest
Dimanche 23 novembre 1997

Sommaire

Yannick Bodin....1
Claude Estier....3
Marie-Noëlle Lienemann....6
Alain Vidalies....9
Jean-Pierre Bel....12
Michèle Sabban....14
François Hollande....16
Lionel Jospin....36

La séance est ouverte sous la Présidence de Marisol Touraine et Alain Claeys

Marisol Touraine - Bonjour chers camarades, nous allons pouvoir commencer nos travaux.
Après une journée et demie de débat général qui a été animé et constructif, nous voudrions tout d'abord nous excuser auprès des délégués qui n'ont pas pu prendre la parole hier ou avant-hier. Vous étiez trop nombreux à vouloir vous exprimer et nous le regrettons sincèrement.
Nous allons commencer nos travaux pour cette matinée chargée et sans plus attendre je propose à Yannick Bodin de nous rejoindre pour faire le rapport de la Commission statutaire.

Yannick Bodin

Mes chers camarades, j'ai donc à vous faire le rapport de la Commission statutaire, celle qui avait à examiner les propositions de modifications de nos statuts.
Ce travail revêtait une certaine ampleur, un certain intérêt en tout cas, dans la mesure où nous nous sommes engagés depuis quelque temps maintenant dans une période de rénovation du Parti Socialiste, de son fonctionnement, et il fallait donc que nous ayons des statuts également rénovés.
La Commission unanime vous propose tout d'abord de ratifier définitivement les nouvelles dispositions votées par les militants le 14 octobre 1995, vous vous en souvenez, sur la proposition de Lionel Jospin et dont la rédaction statutaire a été approuvée par le Conseil national du 5 juillet dernier.
C'était en effet la réponse statutaire aux 18 questions sur lesquelles les militants s'étaient exprimés par referendum.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne vais pas ici bien entendu rappeler ces 18 questions. Je me contenterai de rappeler les dispositions essentielles et qui changent profondément à la fois le fonctionnement de notre Parti et peut-être aussi sa nature dans ce sens où cela renforce la démocratie dans nos relations.

Je rappelle en effet que désormais le premier secrétaire national du Parti Socialiste, les premiers secrétaires des fédérations, et les secrétaires de sections seront élus au suffrage direct de l'ensemble des militants du Parti Socialiste.

(Applaudissements).

Cette nouvelle disposition entrera d'ailleurs en vigueur dans toute la France dans quelques jours, puisque nous voterons tous dans nos sections le 27 novembre prochain.

D'autre part, mes camarades, pour la première fois l'objectif de parité hommes-femmes est maintenant inscrit dans la loi du Parti.

(Applaudissements).

Avouons cependant, et Sylvie Guillaume avait raison de nous le rappeler, que le terme, l'expression "objectif de parité" est assez difficile à traduire, à définir, en termes juridiques. Il faudra donc aller jusqu'au bout de cette logique, ce qui veut dire que pour son application de nouvelles propositions seront nécessairement faites lors du prochain Congrès.

Troisièmement, une autre disposition nouvelle, les secrétaires de sections ou leurs représentants élus en leur sein - je dis bien "en leur sein" - constitueront maintenant le tiers des nouveaux Conseils fédéraux dès l'installation de ceux-ci, c'est-à-dire le 1er décembre prochain.

C'est vrai, certains membres de la Commission ont tenu à rappeler qu'ils demeuraient assez peu favorables, sinon hostiles à cette disposition, qu'ils demandent, mais la Commission en a convenu à l'unanimité, que les modalités d'application de cette mesure demandaient à être précisées dans l'avenir.

Quatrièmement, je vous rappelle enfin qu'il est constitué en lieu et place de ce que nous avons appelé le quart sociétal un Comité économique et social qui réunira au niveau national les compétences et les expériences du monde syndical et associatif.

Je ne rappelle pas les autres dispositions, elles ne sont pas secondaires, mais vous les connaissez, en tout cas j'ai rappelé l'essentiel.

En ce qui concerne les autres propositions, c'est-à-dire celles qui figuraient dans les documents que vous avez reçus dans le cadre de la préparation du Congrès, voici ce que la Commission vous propose :

Premièrement, elle propose de rejeter les propositions qui se présentaient en contradiction avec les dispositions que je viens de décrire et qui sont nouvellement adoptées.

Il est évidemment difficile de proposer une modification des statuts alors que l'encre qui permet d'écrire les nouveaux statuts n'est pas encore sèche. Mais il va de soi que leurs auteurs conservent totalement le droit de proposer de nouvelles

modifications dans le cadre normal de la révision des statuts, dans la perspective du prochain Congrès.
La Commission vous demande également de mandater le nouveau Conseil national pour qu'il procède à la rédaction d'un nouveau règlement intérieur du Parti. C'est à cette occasion en particulier, nous a-t-il semblé, que pourront être précisées certaines dispositions dont l'interprétation reste à ce jour hésitante.
Un exemple : le délai d'adhésion de nouveaux militants pour pouvoir exercer leur droit de vote dans le Parti. Les statuts nouveaux disent, et je cite : "Seuls votent les adhérents à jour de cotisation et figurant sur la liste électorale établie quinze jours avant le vote".
Compte tenu d'un certain nombre de difficultés - j'ai préféré utiliser le terme de difficulté - rencontrées, la Commission souhaite que le règlement intérieur propose que soient clairement précisées les conditions qui ont été retenues pour les inscriptions sur ces listes électorales des sections, et en tout cas l'idée de fixer deux fois par an, au 31 décembre et au 30 juin, la date de réactualisation d'ouverture et d'écriture des listes, a été retenue.
Troisièmement, la Commission propose de prendre en compte dès maintenant pour application immédiate, c'est-à-dire inscription dès aujourd'hui dans les nouveaux statuts, d'amendements non contradictoires bien sûr avec les nouveaux statuts mais qui au contraire en améliorent l'application, la compréhension.
C'est ainsi que sur proposition de la Commission nationale des conflits, nous proposons de rétablir dès aujourd'hui les Commissions fédérales des conflits...(Applaudissements)... en remplacement des actuelles Commissions régionales quand elles existaient.
(Applaudissements)
La Commission propose enfin, à la demande de la fédération des Français de l'Etranger, que soit mis fin à l'interdiction faite aux adhérents du Parti d'adhérer en même temps à un autre Parti dès lors qu'il s'agirait d'un parti membre du Parti des Socialistes Européens.
(Applaudissements)
Voilà, mes camarades, la Commission unanime vous demande d'adopter l'ensemble de ces propositions.
(Applaudissements)

Alain Claeys.- Nous voterons ce rapport après le rapport de la Commission des résolutions.
Je passe la parole à Claude Estier.

Claude Estier
Chers camarades, le rapport de la Commission des résolutions sera bref, comme a été brève d'ailleurs la réunion de la Commission tenue hier soir sous la présidence

de François Hollande et dont l'objet était d'examiner les possibilités de synthèse entre les motions A, B et C.
Au nom de la motion C, Marie-Noëlle Lienemann a indiqué que celle-ci serait prête à la synthèse moyennant l'adoption de quatre amendements.
Le premier voulait la tenue d'une convention nationale pour évaluer si les conditions étaient réunies pour le passage à l'Euro.
Le deuxième amendement voulait l'organisation d'une campagne du Parti pour le passage aux 35 heures, avec refus de l'annualisation de la durée du travail.
Le troisième amendement concernait la clarification de la position du Parti contre les fonds de pension.
Le quatrième concernait la tenue d'une convention sur le service public étant entendu qu'aucune privatisation fut-elle partielle n'ait lieu d'ici là.
Au nom de la motion B, Alain Vidalies a confirmé que les signataires de cette motion ne pouvaient approuver en l'état le traité d'Amsterdam. Ils n'avaient d'ailleurs envisagé aucun amendement sur ce sujet. Ils souhaitaient en revanche pouvoir amender la motion A sur le modèle social, et plus précisément sur le problème de l'annualisation.
Répondant à ces propositions, François Hollande a souligné que le Parti Socialiste était contre les fonds de pension et l'avait manifesté en ne votant pas la loi Thomas sous la précédente législature.
(Applaudissements)
Il a confirmé également qu'une convention serait organisée sur le service public, en ajoutant qu'il ne voyait pas comment un moratoire pourrait être demandé, d'ici là, au gouvernement.
Restaient donc les amendements sur le temps de travail, mais d'abord l'amendement en fait de la motion C sur le passage à la monnaie unique. Alain Richard, Gérard Fuchs, et François Hollande lui-même ont fait remarquer que cet amendement signifiait une nouvelle appréciation politique sur l'opportunité d'entrer dans la monnaie unique. Or, si le Parti peut envisager une convention sur les étapes ultérieures, en particulier sur l'élargissement de l'Union Européenne, sur le passage à l'Euro, le débat a eu lieu, a été conclu et n'a pas à être rouvert dans la mesure où les conditions posées à l'époque sont en passe, comme il a été dit, d'être pour l'essentiel tenues.
Il s'agit donc d'un point de divergence fondamental, ce qui exclut que puisse être réalisée la synthèse entre les motions en présence, ce qui a été, je le dis tout de suite, le constat unanime de l'ensemble des participants à la Commission des résolutions.
Ensuite la Commission s'est trouvée en présence d'un certain nombre de propositions d'amendements émanant des fédérations.
Elle a chargé notre camarade Vincent Peillon d'examiner comment ces propositions pouvaient être retenues, éventuellement intégrées dans la motion A.

Vincent Peillon s'est livré à un travail minutieux qui a été revu ce matin par la Commission des résolutions et dont je vous propose les conclusions.
Étant donné le nombre de ces amendements, quelques principes ont été retenus afin d'en organiser la sélection et surtout de rester en cohérence avec la motion.
Quatre catégories de textes n'ont pas été retenues.
Premièrement, ce qui est déjà présent dans les textes adoptés par le Parti notamment lors des trois Conventions, et qui donc, à ce titre, engage la motion A.
Deuxièmement ce qui relève des 5 chantiers à venir, et qui ne peut être tranché avant une discussion approfondie.
Troisièmement, ce qui est - et c'était le cas - de quelques textes contradictoires avec les positions exprimées dans la motion A.
Quatrièmement, ce qui ferait entrer dans le texte des précisions ou des détails trop précis, qui ne sont pas l'objet de la motion en question.
Voici donc les amendements, que nous vous proposons de retenir, amendements, je le répète, émanent des fédérations.
Je ne sais pas si vous avez tous le texte de la motion sous les yeux mais je vais essayer de le rendre le plus clair possible.
D'abord un amendement du Gard, qui consiste à insérer à la page 12, fin du premier paragraphe, après "nouvelles orientations" la phrase suivante :
"Nous souhaitons qu'un débat national s'engage sur la politique énergétique de notre pays pour la décennie à venir".
Tout de suite après cet amendement, un amendement de la fédération de la Drôme, qui ajoute "la question de la gestion des ressources en eau, comme celle de l'assainissement et du traitement des déchets, devront être intégrées à notre réflexion.
Ensuite, également à la suite de ces deux amendements, un amendement de la fédération du Nord, sur le paragraphe sur les territoires, terminerait de la façon suivante :
"l'environnement devient un enjeu essentiel pour l'avenir; le respect d'un certain nombre de principes doit maintenant s'imposer ; principes de précaution tout d'abord pour éviter de nouveaux drames en matière de santé publique, principes de transparence et de démocratie ensuite, car la réussite de cette politique dépend de l'information et de la volonté des citoyens, principes de solidarité enfin, envers les générations futures et les pays en voie de développement."
Ces trois amendements viennent à la suite dans la page 12 de la motion.
Ensuite un amendement de la fédération de la Gironde, qui vise à insérer, à la page 10, à la fin de la troisième sous-partie, le combat pour la solidarité, la phrase suivante :
"Ce combat devra intégrer les dimensions régionales et départementales".

A la suite de cet amendement, un amendement de la fédération du Rhône, qui dit : “Dans la perspective des prochaines États généraux de la santé, une réflexion novatrice, globale et largement ouverte est opportune”.
Cette approche nouvelle doit afficher notre désir de projet élaboré dans le cadre d’une authentique concertation générale, et notre volonté de substituer une maîtrise médicalisée des dépenses de santé, à une maîtrise purement comptable.
De nouveaux choix et des priorités clairement énoncées permettront le retour à notre vieille exigence d’une authentique politique de santé publique, réduisant la logique de marchés et de profits pour privilégier l’accessibilité de tous à des soins de qualité.
A la suite de cet amendement, un amendement de la fédération de l’Essonne qui dit : “de même, la politique en direction des handicapés devra être reprise sur des bases nouvelles”.
Enfin, dans le même chapitre, un amendement de la fédération du Nord, page 10, dans la partie “Éducation et Culture”, qui dirait ceci - il s’agit de l’école de la réussite et de la réussite de chacun - car ce serait un ajout : “et cela quel que soit le lieu où il habite”.
Voilà donc les amendements qui ont été retenus par la Commission des résolutions et qu’elle vous propose d’adopter globalement !
(Applaudissements).

Alain Claeys - Merci Claude.
Nous allons passer aux différentes interventions sur ce rapport. J’appelle le représentant de la motion C.

Marie-Noëlle Lienemann
Chers amis, chers camarades, l’exercice d’un Congrès c’est d’abord celui du débat. C’est d’abord l’exigence pour chacune et chacun d’entre nous, de dire sincèrement ce qu’il croit bon et nécessaire pour notre pays, ce qu’il croit bon et nécessaire pour notre Parti, ce qu’il croit bon et indispensable pour les hommes et les femmes que nous avons la responsabilité de défendre.
Je pense bien sûr aux salariés mais en particulier aux plus faibles de notre société, car c’est l’exigence du Socialiste d’être porteur, non seulement d’espérances, de revendications mais aussi d’un projet, d’une alternative.
Ce débat, nous l’avons mené. Nous l’avons mené ensemble, forts de notre diversité. Mais le Congrès n’est pas simplement la constatation de points de vue, qui cohabiteraient au sein d’une même organisation. C’est un mouvement que nous parcourons ensemble, pour trouver ce qui nous réunit, pour permettre de transformer le cours des choses, et rien ne serait plus stérile pour notre Parti qu’une majorité, fut-elle puissante et impérieuse, qui resterait immobile et sourde à ceux qui représentent moins qu’elle mais qui contribuent à la démarche commune.

(Applaudissements)
Rien ne serait plus stérile qu'une minorité qui se poserait comme une forteresse assiégée, tellement certaine de ses idées et de ses principes qui fait qu'elle n'aurait comme seule préoccupation que de les maintenir arc-boutés comme une sorte de pureté originelle à défendre.
Les idées ne valent que si elles permettent de transformer le cours des choses, elles ne valent que si elles permettent de changer la vie des hommes et des femmes de ce pays et de cette planète. C'est pourquoi la synthèse n'est pas un exercice obligé. C'est une impérieuse nécessité devant la dureté des temps. Nous l'avons recherchée, recherchée sincèrement. Mais chacun le sent bien, rien ne serait pire qu'une synthèse qui serait l'accumulation de renoncement et d'incompréhension.
Elle doit se faire dans la clarté, elle doit se faire dans le compromis mais elle doit se faire dans la vérité.
Nous avons donc proposé ces 4 amendements qui n'étaient évidemment pas la reprise de nos positions mais qui cherchaient à ce que nous fassions ensemble des pas dans la même direction pour faire progresser notre Parti.
Ces amendements, Claude Estier les a décrits, et je vais revenir évidemment sur l'essentiel de ceux-ci. Je veux d'abord parler de la question européenne. Nous n'avons pas demandé à la majorité du Parti d'approuver notre analyse sur l'échec d'Amsterdam. Nous ne vous avons pas demandé d'approuver notre analyse sur ce rendez-vous manqué de l'Europe sociale, comme le sommet de Luxembourg.
Nous avons simplement demandé que la parole reste en dernier lieu aux militants de ce Parti et qu'il reste en dernier lieu aux représentants du peuple français, à savoir le Parlement, pour savoir si, le moment venu, au moment où l'échéance sera déterminante, le passage à l'Euro peut être réalisé, si les conditions que nous avons présentées à nos concitoyens sont enfin mises en oeuvre. Mais si l'équilibre indispensable entre une avancée d'une Europe politique capable de faire connaître le point de vue des peuples, entre une Europe sociale qui n'est plus à la portion congrue et l'union économique et monétaire qui se déroule comme le rouleau compresseur, celui-ci a-t-il été modifié ? Est-ce que l'équilibre est tenable ? Est-ce que l'Euro est un progrès ou est-ce qu'il est une menace pour notre avenir collectif ? (Applaudissements).
Nous avons demandé que ce soit, vous, les militants, et le peuple qui le fassiez.
On nous a dit "le débat sur l'Euro, d'une certaine façon, est clos. Les conditions sont réalisées ou en voie de l'être".
Telle n'est pas notre analyse. Les conditions qui avaient été présentées aux Français contiennent au moins deux grandes exigences.
- La première, vous vous en souvenez, est celle d'un gouvernement économique, capable de faire contre-poids à cette Banque centrale européenne, devenue notre maître futur. Maître sans contrôle, maître tenu dans ces dogmes monétaristes,

confirmé par le Pacte de stabilité de Dublin, les critères de convergence de Maastricht ad vitam aeternam.
Cette Banque centrale n'est pas compensée par un gouvernement économique et qu'on ne nous dise pas que le Conseil de l'Europe va être de nature à répondre à cette attente qui était la nôtre. Le Conseil de l'Europe n'est qu'un vague lieu de concertation où l'on va ensemble coordonner nos efforts.
D'un côté l'obligation, de l'autre toujours la concertation, l'attente, le "on verra bien", les bonnes intentions, les Chartes comme la Charte sociale, les codes de bonne conduite, comme la fiscalité, etc.
Qui dit gouvernement dit gouverner. Qui dit gouverner, dit décider. Or il n'y a aucune structure capable de décider sur les grands choix économiques et monétaires de l'Europe.
(Applaudissements)
La deuxième condition, c'était la question non seulement de l'Europe sociale, mais - les mots ont leur importance - la réalisation d'un pacte de croissance et pour l'emploi car, nous le savons bien, les configurations macro-économiques, fixées par le cadre du Pacte de stabilité, ne garantissent pas la croissance et nous avons entendu ici Oskar Lafontaine, Président du SPD, nous dire qu'il a appelé de ses vœux une autre politique économique et monétaire.
Il nous fallait un Pacte de croissance et le sommet de Luxembourg n'a strictement rien réglé à ce problème de la croissance et de l'emploi.
Certes, il est positif que l'Europe adopte le principe du traitement social du chômage mais nous le connaissons, le traitement social du chômage. Certes, il est positif : que nous proposions à chaque jeune de moins de 25 ans des stages, des formations, voire des activités, que nous proposions aux chômeurs de longue durée d'être entendus pour être mieux insérés, tout cela est bel et bon. Tout cela était déjà possible mais cela ne répond en rien à l'exigence de croissance, car seule la croissance permet d'avancer vers l'emploi. Elle permet les changements sociaux et la réduction du temps de travail indispensable à la création d'emplois, et à la résorption du chômage de masse.
Il n'y a pas ce pacte de relance et de croissance, c'est un leurre que de croire que les avancées obtenues régleront le problème.
Nous avons donc la conviction que non seulement les conditions pour passer à l'Euro que nous avons présentées au peuple ne sont pas réunies, mais nous avons aussi la conviction que pointe un risque sourd et grave pour l'avenir de la construction européenne, car, après cette étape de l'union économique et monétaire, il y aura de moins en moins d'intégration économique, et le social ne sera toujours que la résultante que l'on voudra bien octroyer ici ou là à dose homéopathique.
Car la deuxième étape sera l'élargissement, et on nous dit : "Pour l'élargissement, cette fois-ci nous serons fermes, nous n'accepterons pas l'élargissement sans changement institutionnel" et puis au moment de l'élargissement comme au

commencement de la monnaie unique on vous dira : “Nous ne pouvons pas faire autrement, nous n’avons pas pu refuser aux peuples l’entrée dans l’union en elle-même simplement pour des problèmes institutionnels.”
Vous le savez bien, la même mécanique qui fait que l’union économique se déroule avec ses propres lois affaiblit l’union politique, elle ne sera pas réunie.
Vous l’avez bien compris, sur cette question centrale de l’Europe, hélas, la synthèse n’était pas possible, mais je voudrais achever mes propos en vous disant que vous avez mesuré dans le débat qui est le nôtre aujourd’hui que ce qui est en cause ce n’est pas simplement un point de vue technique sur l’Europe.
Sommes-nous bien d’accord ensemble pour construire un Socialisme contemporain qui reprenne cette belle idée, cette belle idée de Jaurès de la République sociale ? Sommes-nous bien d’accord pour résister au modèle anglo-saxon qui privilégie l’équité plutôt que la force de l’égalité ? Sommes-nous bien d’accord pour défendre l’idée que l’action publique est un des leviers indispensables pour compenser le marché et redonner à l’Etat, à la puissance publique...

Alain Claeys - Marie-Noëlle, peux-tu conclure ?

Marie-Noëlle Lienemann -... au niveau européen, une véritable capacité d’intervention ?
Vous l’avez bien compris, derrière le débat que nous avons aujourd’hui, se profilent les grands enjeux du Socialisme de demain et pour nous il a un nom, il s’appelle la République européenne, il s’appelle la République sociale, nous avons la conviction que ces idées feront leur chemin, elles le feront avec vous, elles le feront avec vous tous car nous avons l’impérieuse exigence de réussir. Rien ne serait pire que l’échec de la Gauche, il y a urgence sociale, il y a urgence démocratique, notre contribution n’a qu’une seule ambition : permettre la réussite de la Gauche. Nous y prendrons toute notre part, à notre façon, avec nos convictions, mais soyez convaincus que nous y mettrons toutes nos forces.
(Vifs applaudissements)

Marisol Touraine - Merci. J’appelle pour la motion B Alain Vidalies.

Alain Claeys. - Je demande aux délégués de s’asseoir s’il vous plaît, et évitez les interviews dans la salle du Congrès.

Alain Vidalies
Mes chers camarades, jeudi après-midi je recevais dans ma permanence parlementaire ; la dernière personne que j’ai vue avant de partir pour le Congrès de Brest était une jeune femme de 23 ans, infirmière diplômée d’Etat, qui venait m’exprimer son désarroi d’avoir accumulé depuis deux ans 16 contrats successifs à

durée déterminée, parfois de trois mois, parfois de quinze jours, dans un hôpital public ; elle m'exprimait son désarroi d'être réduite à vivre sans projet, dans l'incertitude permanente du lendemain ; elle m'interrogeait non pas sur sa situation personnelle, mais sur notre réponse, à nous Socialistes, face à cette précarité, au surplus dans un secteur public.

Jeudi toujours, la presse nous rendait compte d'une étude de l'Institut de recherche économique et sociale qui révèle que 15% des salariés de ce pays gagnent moins de 4 866 F par mois, que 10% gagnent moins de 3 650 F par mois, que 2 800 000 personnes gagnent moins que le SMIC ; et cette étude, vous le savez bien, ne fait que constater les dégâts de l'explosion du travail à temps partiel qui en seulement six ans est passé de 11 à 17% de la population salariée, 3 700 000 personnes aujourd'hui travaillent à temps partiel.

Notre société aujourd'hui génère de plus en plus ce que les anglo-saxons appellent les "working poors", les pauvres du travail ou la pauvreté laborieuse si vous préférez.

Hier je lisais dans la presse les déclarations de Otmar Issing, membre du directoire de la Bundesbank, et je cite : "Avec une politique monétaire commune et une monnaie unique, nous aurons besoin d'une plus grande flexibilité du marché du travail, car il n'y aura plus de possibilité d'ajustement par les charges."

Ces trois événements - cette personne qui se plaignait de sa situation, les déclarations du directeur de la Bundesbank, et ces statistiques - montrent bien que la question que nous avons voulu poser dans la motion B, la question centrale du modèle social, reste d'une très grande actualité.

Mais ce débat sur le modèle social au fond n'a pas eu vraiment lieu ; quelles sont les réponses des Socialistes aujourd'hui sur la précarité ? Sur la flexibilité ? Sur le temps partiel subi ? Sur l'annualisation ?

Elles sont incertaines. Certainement pas individuellement, car je crois que chaque militant Socialiste - par nature si j'ose dire - est révolté par cette situation, mais notre message politique, celui qui est de la responsabilité du Parti, sur ces questions, à notre sens, manque aujourd'hui de clarté.

Dans les semaines et les mois qui arrivent, les salariés vont engager dans les entreprises la négociation sur le passage aux 35 heures, or, le passage aux 35 heures n'est pas une mesure technique qui, par je ne sais quel miracle, aboutirait à résoudre la quadrature du cercle, les 35 heures sans baisse de salaire c'est avant tout une question de répartition entre le capital et le travail.

(Applaudissements).

Partout le système capitaliste produit aujourd'hui les mêmes effets, personne ne peut sérieusement invoquer un miracle anglais ou un miracle aux Pays-Bas, les chiffres sont trompeurs, si le temps partiel était en France aujourd'hui au niveau des Pays-Bas - 37,4% de la population active - ou de la Grande-Bretagne même - 24,5% de la population active qui travaille à temps partiel - alors nous aurions nous

aussi vraisemblablement 1 million de chômeurs de moins, mais nous aurions également un million de salariés en grande pauvreté en plus.
C'est bien parce qu'en quinze ans nous avons assisté à un transfert de 11 points du PIB de la rémunération du travail vers la rémunération du capital que se pose aujourd'hui la question de la réduction du temps de travail comme étant un axe essentiel pour répondre à la crise de l'emploi.
A ce stade, la question de l'annualisation est d'une urgente actualité et j'observe que le Parti Socialiste à l'issue de ce Congrès de Brest n'aura pris aucune position sur cette question.
Or, prenons garde que les gains de productivité engendrés par l'annualisation ne viennent demain annihiler les créations d'emplois attendues.
C'est bien aujourd'hui que la question se pose, c'est bien aujourd'hui qu'il fallait donner une réponse aux salariés. A la veille de cette négociation décisive concevez que ce silence, cette absence de réponse, peut être interprétée et sera interprétée comme un acquiescement. Alors, notre désaccord, celui qui avait justifié le dépôt de notre motion, reste entier.
J'observe que sur cette question du modèle social le débat européen non plus n'a pas avancé. J'admire ceux qui estiment possible d'expliquer nos concessions dans la construction européenne par la promotion d'un modèle social européen. Qui ne voit que ce prétendu modèle social se délite sous nos yeux ? Qui ne voit que l'explosion du temps partiel, de la flexibilité, de l'annualisation, consacre déjà en Europe l'avènement d'un modèle social unique imposé par les effets de la mondialisation ?
Le texte du traité d'Amsterdam fait une référence explicite à la flexibilité comme un passage obligé pour assurer la place de l'Europe dans la compétition économique. Il n'échappe à personne que la construction européenne a dégagé des critères financiers homologués, assortis de sanctions par le pacte de Dublin, mais que ce combat pour l'Europe n'a jamais pu s'appuyer sur des critères sociaux.
Imaginez un instant, mes camarades, ce que serait notre combat pour l'Europe si aujourd'hui les peuples de ce continent s'engageaient ou s'étaient engagés ensemble sur un objectif de limitation à 3% par exemple du nombre de chômeurs... Mais ce n'était qu'un rêve, la réalité c'est la Banque indépendante, c'est la référence par les autorités monétaires à la flexibilité comme variable d'ajustement.
Les batailles à venir sont claires, elles imposent, pour parvenir à une situation favorable, une confrontation sociale tant sur la mise en oeuvre des 35 heures que sur la construction européenne.
Au Congrès de Rennes, avec Jean Poperen, nous avions proposé une grande négociation centrale pour parvenir à un nouveau contrat social. Notre proposition n'avait obtenu que 7% des voix et pourtant cette idée a fait son chemin, mais aujourd'hui je veux rappeler que Jean Poperen ne concevait pas le contrat social comme un simple rendez-vous institutionnel, mais véritablement comme une

stratégie politique qui supposait que le Parti s'engage résolument pour créer un rapport de forces favorable aux salariés.
C'est bien au Parti que cette question est posée et non au gouvernement, dont ce n'est pas le rôle.
(Applaudissements)
Cette mobilisation, cette confrontation elle est aussi, à notre avis, la seule issue pour sortir des difficultés dans la construction européenne, nous ne revendiquons pas l'organisation ou la mise en oeuvre d'une crise institutionnelle, mais la contradiction qui existe aujourd'hui entre l'objectif économique et les objectifs sociaux de l'Europe doit se résoudre par la mobilisation sociale, et au fond, de notre point de vue, ce qui est important à Luxembourg, c'est la mobilisation, c'est la manifestation déjà de 40 000 salariés à l'appel des organisations syndicales européennes.
Telle est la voie pour demain, pour la construction européenne, pour que cette construction européenne ne reste pas pour les salariés l'avenir bien sombre de la flexibilité.
Mes chers camarades, sur ces questions nous avions proposé des orientations différentes, nous n'avons obtenu que 5,45% des voix, c'est peu, mais c'est beaucoup compte tenu du nombre que nous étions au départ pour défendre ce texte.
Notre Parti a une belle majorité et nous n'avons pas osé imposer une synthèse au forceps qui aurait pu désorganiser une si belle harmonie.
Plutôt qu'une synthèse factice, il vaut mieux un respect des idées de chacun, les hommes et les femmes, vous et nous, ne sont pas en cause, nos engagements sont les mêmes.
Comme chacun ici, nous souhaitons la réussite de notre gouvernement. Si nous échouons nous échouerons ensemble. C'est pourquoi nous continuerons demain à travailler, à militer, à notre place, à vos côtés dans le Parti, pour réussir ensemble avec le gouvernement de Lionel Jospin et surtout pour réussir à Gauche.
(Applaudissements)

Alain Claeys - Jean-Pierre Bel pour la motion A.

Jean-Pierre Bel
Chers camarades, la Commission des résolutions avait en effet examiné hier soir si les conditions étaient réunies pour nous retrouver sur un même texte.
Nous l'avons fait, je peux vous l'assurer, dans un climat d'amitié et de sincérité qui fait que nous pouvons nous adresser à vous ce matin sans drames, sans animosité, mais avec le souci de cohérence et de clarification que vous êtes en droit d'attendre.
Marie-Noëlle vient de reprendre à l'instant les conditions que la motion C avançait pour se retrouver dans la synthèse.

Nous avons abordé les quatre points soulevés par nos amis de la Gauche Socialiste. Si la question d'une Convention sur les services publics ne pouvait pas provoquer de rupture entre nous dans la mesure où nous prévoyons d'aborder rapidement ce sujet cher au cœur de tous les Socialistes, si sur la protection sociale, notre opposition à la mise en place des fonds de pension, concrétisée à l'époque, comme Claude Estier l'a rappelé, par notre combat contre la loi Thomas ne fait absolument aucun doute, nous avons rapidement constaté, il est vrai, une différence d'approche assez nette sur la manière dont on aborde la question de l'Europe.

Mes chers camarades, sur ce point, soyons clairs.

Nous ne considérons pas, comme semblent le faire nos camarades, qu'il ne s'est rien passé de significatif depuis le mois de juin sur la politique sociale européenne, sur la mise en place d'un Conseil politique pour les questions économiques, sur le rééquilibrage de l'Europe avec les pays du sud. Chacun s'accorde à dire à Gauche, dans l'Europe tout entière, que le gouvernement de Lionel Jospin en six mois a permis des avancées extrêmement significatives.

Comme l'a rappelé l'un d'entre nous hier soir à la Commission des résolutions, si le verre n'est pas totalement plein, nous considérons qu'il est déjà bien rempli !

S'il doit y avoir une évaluation, s'il doit y avoir à ce propos une Convention, nous souhaitons, nous, qu'elle se fasse dans le cadre d'une Convention globale sur l'Europe qui ne se bornera pas à ce seul point, mais qui abordera l'ensemble des sujets qui concernent l'Europe et, en particulier, celui de l'élargissement de l'Union Européenne. Vous le savez, nous considérons qu'il ne peut y avoir d'élargissement sans approfondissement de nos institutions. Nous avons là, Socialistes, à rappeler cette nécessité.

Sur la question de la réduction du temps de travail, j'ai entendu hier qu'il fallait dire à nouveau que nous sommes résolument engagés vers la réduction du temps de travail à 35 heures sans perte de salaire. Nous le faisons sans problème et nous allons le faire dans le cadre de la négociation et de la loi. Un texte de loi, chacun le sait, sera d'ailleurs déposé dans les semaines qui viennent.

Là aussi, on ne peut pas refaire l'histoire. Chacun a en mémoire cette journée du 10 octobre, l'impact formidable qu'elle a eu, non seulement dans notre pays, mais dans beaucoup d'autres constituant un espace nouveau, une grande espérance pour les forces progressistes à travers le monde.

Qui peut croire aujourd'hui que les termes de la négociation se feront sur la base des seules positions patronales ?

Pour résumer et faire vite, mes chers camarades, sur ces dernières questions, nous avons constaté une logique différente. Nous avons, certes, recherché à accorder nos positions, mais nous n'avons pas à le faire dans l'ambiguïté. Nous avons à accepter notre diversité et à faire le constat de nos différences.

Ce fut également le cas avec la Motion B et Alain Vidalies vient de le rappeler. Il a très rapidement, et avec franchise, expliqué qu'il ne pensait pas possible de

parvenir à la synthèse. C'est également sur la question de l'Europe et les modalités de la réduction du temps de travail qu'il a considéré ne pas pouvoir le faire.
Chers camarades, notre parti, chacun le sent bien, est capable de faire vivre ses différences, quelquefois même ses divergences. Le débat a eu lieu, se poursuit, il va continuer demain. Nous sommes capables de le faire, je le répète, sans drames, sans déchirements.
Aujourd'hui, nous n'avons pas réalisé la synthèse de nos textes, mais nous savons que nous serons ensemble pour mener le combat, le combat du Parti Socialiste pour faire vivre, faire progresser et faire gagner nos idées.
L'attente de ceux qui nous ont fait confiance est trop grande pour que nous ne prenions pas la mesure des enjeux qui sont devant nous.
Pour ce qui nous concerne, rassemblés dans le Parti Socialiste derrière François Hollande, déterminés derrière Lionel Jospin, derrière le gouvernement de la Gauche tout entière, nous voulons être à la hauteur de l'immense espérance qui s'est levée dans notre pays et c'est à cela, chers camarades, que nous vous appelons.
(Applaudissements)

Marisol Touraine - Camarades, nous allons maintenant écouter Michèle Sabban faire le point sur les demandes de réintégrations.

Michèle Sabban
Chers camarades, à l'issue de nos travaux, la Commission des résolutions propose au Congrès certaines demandes de réintégration.
Après consultation des fédérations et avis favorable des Congrès fédéraux, la fédération de la Dordogne nous demande la réintégration de quatre camarades : Jean Chailloux, Daniel Rabba, Pierre Tratori, Sylvie Fernandez.
La fédération de l'Aisne nous demande la réintégration du camarade Denis Lefebvre.
La Meurthe-et-Moselle demande la réintégration de quatre camarades : Henri Ban, Eny Aledili, Paul Greillere, Roland Perrin.
Sur toutes les autres demandes de réintégration, la Commission des résolutions mandate le Bureau national pour les examiner et procéder aux éventuelles réintégrations. Merci.
(Applaudissements)

Marisol Touraine - Camardes, nous allons maintenant procéder au vote sur les deux rapports qui vous ont été soumis.
Pour cela, je demanderai aux participants de bien vouloir s'asseoir afin de faciliter le travail de nos scrutateurs. Je vous rappelle que seuls votent les délégués titulaires, c'est-à-dire les congressistes qui disposent d'un carton rouge.

Je vous demande donc de bien vouloir vous asseoir, seuls seront comptés les votes des délégués titulaires assis
(Rires et quelques applaudissements)
Nous allons tout d'abord procéder au vote sur le rapport de la Commission statutaire et pour cela, nous demandons aux scrutateurs de bien vouloir se mettre en place.

Alain Claeys - Sur le rapport statutaire, nous allons compter les abstentions, les contre et les pour. Tout le monde est assis ? Les scrutateurs sont en place ?
Sur le rapport statutaire, que les délégués qui s'abstiennent lèvent la main.

Marisol Touraine - S'il vous plaît, maintenez la main levée s'il y en a, le temps que les scrutateurs puissent travailler.

Alain Claeys - Ceux qui votent contre ?
Merci.
Ceux qui votent pour ?
.....
(Applaudissements)
Vous gardez le bras levé, c'est un peu fatigant le matin, je sais.

Marisol Touraine - Il faut laisser le temps aux scrutateurs de pouvoir vous compter, vous êtes nombreux.

Alain Claeys - Un dimanche matin, c'est dur !

Marisol Touraine - Tenez votre carton.

Alain Claeys - Le responsable est Jacques Salvator !

Marisol Touraine - Nous allons maintenant, dans les mêmes conditions, procéder au vote sur le rapport de la Commission des résolutions.
Que ceux qui s'abstiennent lèvent leur carton.
Que ceux qui votent contre lèvent la main.
Que ceux qui votent pour lèvent leur carton.
.....
Merci.
Avant de pouvoir annoncer les résultats, le temps qu'on les prépare, nous allons vous donner lecture de la liste des membres du Conseil national en commençant par la liste des titulaires.
(Lecture de la liste)

Fondation Jean-Jaurès

Alain Claeys - Nous vous demandons quelques instants pour vous communiquer les résultats, qui ne devraient pas tarder.
…..
Concernant le rapport statutaire :
Abstentions : 1.
Contre : 8.
Pour : 319.
(applaudissements)

Marisol Touraine - En ce qui concerne le rapport de la Commission des résolutions :
Abstentions : 2.
Contre : 5.
Pour : 362.
(applaudissements)

Alain Claeys - Maintenant, je vais passer la parole à François Hollande.
(vifs applaudissements)

François Hollande
Chers amis, chers camarades, je commencerai par un aveu : je suis heureux que ce Congrès se soit tenu ici, à Brest.
(Vifs applaudissements)
A Brest, parce que c'est la Bretagne et que nous avions commis à son encontre une vieille offense qui remonte à un Congrès de sinistre mémoire. J'espère qu'en tenant ce Congrès à Brest, nous pourrons nous faire pardonner auprès de Edmond Hervé, le maire de Rennes, pour le Congrès d'il y a quelques années. Oublions-le.
(Applaudissements)
Mais nous devions aussi aux Socialistes bretons la reconnaissance de leurs efforts militants, symbolisés par les résultats obtenus à l'occasion des élections législatives du mois de juin dernier : 14 députés sur 26... (applaudissements)... 6 sur 8 dans le Finistère, c'est une belle majorité pour une supposée terre de mission !
Enfin, tenant notre Congrès ici, à Brest, nous voulions marquer la solidarité des Socialistes à l'égard d'un site touché, comme beaucoup d'autres (et je pense au mien, à Tulle), par la restructuration des industries de Défense. Je sais que le gouvernement a fait les gestes d'apaisement qui convenaient, notamment lors du budget de la Défense, mais il faudra aller plus loin. C'est une véritable politique d'aménagement du territoire dont ces villes ont besoin, pas simplement pour panser les plaies sociales mais pour construire un avenir au plan économique.
(Applaudissements)

On nous prévoyait, mes camarades, un séjour difficile et cela me préoccupait un peu. Ces craintes n'étaient pas sans fondement, tant Brest manifestait, il y a encore quelques jours, durement, son désir de vivre debout. Et il fallait peut-être un certain courage pour que ce rassemblement ait lieu sur le port aujourd'hui soumis aux restructurations industrielles.

En fait, nous n'avons rien vu, nous avons simplement goûté le sens de l'hospitalité bretonne. Pour le reste, nous avons appliqué une méthode chère à Lionel Jospin : dialogue, écoute, explication. Cette démarche à Brest a été comprise.

En tout cas, merci à tous ceux qui ont voulu tenir ce Congrès ici et qui, par leur insistance, parfois leur résistance et toujours leur vigilance, ont fini par emporter la conviction, par gagner la décision de faire de ce Congrès de Brest un grand succès.

Je salue en premier lieu François Cuillandre et tous les militants de la fédération.

(Vifs applaudissements)

Que ces militants sachent bien que c'est lui qui a été au dernier moment le plus convaincant.

Que l'on salue aussi Pierre Maille, le maire de Brest, qui a tenu bon, avec courage et lucidité, ces derniers jours.

(Vifs applaudissements)

Et je ne voudrais pas oublier Tino Kerdraon et tous les élus de Brest, dont j'ai apprécié la popularité auprès de la population.

(Vifs applaudissements)

Sachez bien, mes camarades, que nous ne regrettons pas ce choix d'être venus à Brest, car nous voulions que ce soit à Brest, que vous dites au début du monde, que nous préparions le début du millénaire.

(Applaudissements)

Ce Congrès, placé statutairement trois ans après Liévin, était initialement prévu pour fixer nos grandes orientations juste avant les élections législatives de 1998. Sans l'intervention, d'ailleurs judicieuse et bienvenue, du Président de la République... (applaudissements)... nous aurions, trois jours durant, sous l'autorité de notre premier secrétaire Lionel Jospin, arrêté les derniers éléments de notre programme avant la grande confrontation qui s'annonçait, dont nul ne pouvait prévoir l'issue.

C'est dans un tout autre contexte que nous avons, en fait, débattu. Lionel Jospin est ici pour quelques jours (pour quelques heures encore) premier secrétaire, mais il est là surtout comme militant et aussi, ne l'oublions pas, comme Premier Ministre... (applaudissements)... et un certain nombre de nos responsables, qui sont intervenus ici également comme membres de notre Parti, appartiennent à un gouvernement dont j'affirme solennellement, ici, en votre nom à tous, que nous sommes fiers de la politique qu'il conduit.

(Vifs applaudissements)

Non seulement parce que ce gouvernement emporte, pour le moment, l'adhésion de beaucoup de Français (ce qui, convenons-en, est plutôt louable et même agréable), mais parce que ce gouvernement respecte nos engagements et qu'il agit conformément à nos valeurs et à l'intérêt du pays.

Notre présence au gouvernement, si l'on y réfléchit bien, est à la fois une banalité et une étrangeté.

C'est une banalité si l'on songe que, sous les deux septennats de François Mitterrand, nous avons été dix ans aux responsabilités et que l'alternance est un processus établi dans notre pays. Chaque élection aboutit au renvoi des majorités précédentes. Voilà pourquoi je ne me place pas, moi, dans cette hypothèse aujourd'hui. Nous sommes là pour gouverner longtemps.

Mais nous sommes dans une situation, il faut bien le dire, étrange, cocasse, si l'on considère les conditions de notre victoire après une dissolution ratée, deux ans à peine après la récente élection présidentielle, si l'on se souvient de l'ampleur de notre défaite de 1993, si l'on prend conscience que c'est la première fois que la Gauche gouverne en cohabitation.

Cette situation appelle de notre part des choix et des comportements à la hauteur de la responsabilité qui nous est désormais confiée.

Je me réjouis que notre Congrès ait pu donner l'image d'un débat maîtrisé et, de ce point de vue, je me félicite que les militants aient pu avoir le choix entre trois textes qui, sur plusieurs thèmes, et non des moindres, développaient des approches contradictoires, et surtout qu'ils aient pu aussi massivement faire connaître leur préférence, à la fois en venant voter en nombre, mais aussi en votant nombreux pour la motion que je défendais.

La clarté y a gagné sans que le rassemblement en ait véritablement pâti.

Et si, en définitive, nous n'avons pas synthétisé nos points de vue hier, en Commission des résolutions, c'est surtout par honnêteté intellectuelle et par respect de la pluralité, que Jean-Luc revendiquait à juste titre hier.

Nous divergeons sur un point essentiel : les amis de la Gauche Socialiste voient dans l'Europe, finalement, le marche-pied de la mondialisation et du libéralisme tant qu'elle n'a pas adopté le modèle républicain. Pas question d'aller plus loin dès lors que ce préalable n'est pas levé.

Je respecte ce point de vue.

Nous, nous savons bien que l'Europe ne se fera pas en un jour, qu'elle se construira par étapes et qu'après le grand marché et la monnaie unique voulue par François Mitterrand, il faut maintenant façonner l'Europe sociale, puis l'Europe politique, parce qu'il en va de l'avenir même du modèle européen par rapport à la toute-puissance américaine.

Nous en sommes là.

Alors, cher Jean-Luc, puisque tu le veux, marche ton chemin, je suis sûr qu'il rejoindra bientôt notre route !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Marie-Thérèse Mutin et ses amis nous ont rappelé une vérité d'excellence : l'exigence du rapport de forces.
Dans ce pays comme ailleurs, rien ne se donne, tout se conquiert, tout s'arrache et il faut donc qu'il y ait toujours des militants, des hommes, des femmes, pour imposer ce qui ne va pas de soi.
Ils nous ont aussi interpellés sur le combat laïque. Je leur en donne acte et je suis prêt, comme ils le suggèrent, à créer au sein du Parti Socialiste un groupe de vigilance sur la laïcité. Ils y auront toute leur place.
(Vifs applaudissements)
Vous voyez, mes camarades, nous sommes bien loin de l'hégémonie. Le Socialisme, c'est la démocratie, c'est le débat, c'est la liberté, mais c'est aussi, et ne l'oublions pas, le respect de notre propre cohérence.
Dans ce Parti, tous les talents sont reconnus, toutes les forces sont les bienvenues, toutes les idées sont bonnes à prendre, toutes les candidatures sont également acceptées (même si, il faut le reconnaître, pour certains postes et pour l'un d'entre eux notamment, il peut y avoir plusieurs candidats), mais il n'y a qu'un seul élu à la fin du processus.
On a parlé abusivement de plébiscite. Ce n'est guère dans notre tradition et vous savez que notre Parti n'aurait rien à gagner à l'unanimisme. Mais, que voulez-vous, les observateurs sont comme cela... Quand nous sommes unis, comme aujourd'hui, ils s'ennuient. Mais quand nous sommes divisés, comme hier, ils nous ennuient !
(Applaudissements)
Alors, nous avons fait le choix de les ennuyer et de ne pas nous ennuyer !
(Vifs applaudissements)
Mais on n'empêchera pas les Socialistes, et je m'en excuse, d'avouer quand même que Lionel Jospin n'a pas été sans influence sur leur destin collectif.
Souvenons-nous en effet de l'état de la Gauche en 1994 ! Regardons le chemin parcouru depuis la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle ! La surprise du premier tour, le résultat remarquable du second, l'accès au premier secrétariat du Parti de Lionel, grâce à l'effacement plein de dignité d'Henri Emmanuelli... (applaudissements)... et la remise au travail de notre Parti avec le rassemblement de tous. Ce fut enfin la campagne des législatives qui déboucha sur notre victoire.
Qu'il nous soit donc permis de te dire, cher Lionel, ce que les Socialistes te doivent, sans tomber dans la confusion de notre parti avec ta personne. Tu ne l'accepterais pas, et nous non plus. Nous n'organisons pas des sacres ici, nous tenons simplement un Congrès des Socialistes, un Congrès des militants Socialistes.
(Applaudissements)
Et dans ce Congrès, les Socialistes ont voulu envoyer trois messages simples aux Français :

Oui, ils se reconnaissent dans l'action du gouvernement de Lionel Jospin parce qu'elle est conforme à nos engagements. Mais ils veulent un Parti rassemblé, vivant et ouvert, car il s'agit rien de moins que de préparer le Socialisme du prochain siècle.

Nous avons, au cours de ce Congrès, ratifié les orientations que nous avions élaborées collectivement au cours des trois conventions de l'année dernière, celles qui ont servi de référence pour formuler nos engagements électoraux qui ont finalement permis la victoire.

C'est sur ces mêmes orientations que nous avons pu nous réunir avec les partenaires de la Gauche plurielle. C'est sur cette même ligne politique que nous avons fini par gouverner en cohérence avec nos promesses.

Que disions-nous hier dans la campagne des législatives ? Qu'avons-nous fait depuis ?

Sur l'emploi d'abord, nous disions que nous voulions rendre aux Français le pouvoir d'achat qui leur avait été confisqué. Nous l'avons fait. Ce fut le sens des premières décisions du gouvernement avec le relèvement du SMIC, le quadruplement de l'allocation de rentrée scolaire, les aides au logement. Le basculement des cotisations sociales vers la CSG accentuera ce processus. Voilà pourquoi nous avons pu conforter la reprise et présenter un budget que l'on disait impossible à boucler au point de justifier la dissolution elle-même.

On nous dit que nous avons de la chance. Non, nous avons peut-être une bonne fortune, celle d'être Socialistes et de faire la politique sur laquelle nous avons été élus, ce n'est pas de la chance, c'est de la volonté.

(Applaudissements)

On nous dit : l'optimisme revient. On devrait dire : non, la confiance est au rendez-vous, nous la cherchions et elle ne s'obtient pas simplement avec des paroles.

Mais il est vrai que quand il a fallu, en juillet dernier, rééquilibrer les finances publiques laissées par la majorité précédente, le gouvernement de Lionel Jospin, avec Dominique Strauss-Kahn, plutôt que de relever la TVA comme l'avait fait Alain Juppé, a préféré accroître l'impôt sur les bénéfices des plus grosses sociétés et sur les produits de la spéculation. C'est toute la différence entre la Droite et la Gauche.

(Applaudissements)

Oui, nous disions hier 350 000 emplois pour les jeunes dans le secteur public. Avouons que, pendant la campagne électorale, cette proposition suscitait chez nos concitoyens, le doute et le scepticisme, même si elle ne laissait personne indifférent.

Pourtant, nous avions commencé à le faire. Ce fut même le premier texte déposé par le gouvernement devant les assemblées, adopté par le Parlement durant cette législature. C'est notre fierté, et elle est justifiée comme doit l'être celle de Martine Aubry qui a non seulement donné son nom à un texte de loi, ce qui déjà constitue

un premier mérite, mais elle a donné son nom à des emplois, ce qui est encore mieux ! (Applaudissements)
Mais je suis sûr que tous les élus qui sont ici, tous les responsables associatifs feront tous les efforts nécessaires pour donner l'impulsion indispensable à ce dispositif.
Nous disions qu'il était absolument fondamental d'aller vers les 35 heures d'ici la fin de la législature. Le gouvernement, en organisant sans tarder la Conférence sur l'emploi, a permis d'engager ce processus fondé sur l'indispensable négociation, mais encadré par la loi. Nous savions que la loi seule ne suffirait pas. Mais nous savions aussi que sans la loi, il n'y aurait pas de négociation. L'attitude du patronat le confirme encore aujourd'hui : s'il n'y avait pas de loi, il n'y aurait pas les 35 heures.
(Applaudissements)
Cette méthode est la bonne, non pas parce qu'elle est simplement celle que nous recommandions, mais parce qu'elle donne sa chance à la discussion pour chercher partout où c'est possible les créations d'emplois, tout en fixant le cap.
Lionel Jospin a confié qu'au cours de cette Conférence, il avait eu une pensée pour Jean Poperen. Elle consacrait en effet la démarche de compromis social que notre camarade avait tant plaidée dans nos Congrès depuis plus de dix ans. (Applaudissements)
En repensant au passé, à Jean Poperen et à bien d'autres, je me dis que la date du 10 octobre 1997 instituant les 35 heures pour le début du siècle est désormais rentrée dans notre histoire, comme les 40 heures de 1936 et la retraite à 60 ans de 1982.
Nous disions rendre l'impôt plus juste. Le gouvernement l'a fait en remettant en cause ses privilèges iniques qui permettent à des contribuables fortunés et donc avisés de ne plus payer l'impôt par l'artifice de placements dans les Dom-Tom, les navires de commerce, voire l'emploi de personnel de maison.
Ces réformes suscitent des résistances, toujours les mêmes, venant des mêmes milieux. Ce sont toujours les plus favorisés qui tentent de faire croire aux plus démunis, et parfois ils y parviennent, qu'ils sont les premières victimes de décisions prises au seul détriment des plus fortunés.
Il en est ainsi pour le plafonnement des allocations familiales où la Droite prétend, toute honte bue, que nous n'aimons pas les familles, alors qu'il ne s'agit de rien d'autre que de demander aux plus favorisés de se priver du superflu pour augmenter le nécessaire des plus modestes. Cela s'appelle tout simplement la justice.
(Vifs applaudissements)
Nous disions, il y a quelques mois, vouloir un meilleur équilibre entre les revenus du travail et les revenus du capital. Le basculement des cotisations vers la CSG en constitue une première étape qui permettra de ne plus faire supporter par les seuls revenus du travail le financement de la sécurité sociale, et de toucher enfin après

tant d'années de recherche les revenus du capital qui ne l'entendait peut-être pas comme cela.
Mais oui, il est normal, il est bon, il est légitime que ce ne soit pas simplement les revenus des salariés qui soient appréhendés pour le financement de la sécurité sociale, mais aussi les revenus des rentiers, les revenus des profits, les revenus de ceux qui ne vivent que de leur épargne.
(Applaudissements)
Une seconde étape doit s'ouvrir rapidement et elle est déterminante. Il s'agit maintenant de changer le mode de calcul des cotisations maladies des entreprises, car il n'est plus acceptable, dans notre pays, de taxer l'emploi et les salaires, lorsque les machines et le capital sont exonérées de toute contribution.
(Applaudissements)
Comment expliquer autrement l'accélération de l'automatisation, de la robotisation, ces dernières années ? Il faut inverser cette logique infernale qui accélère toujours plus, toujours plus vite, le remplacement des hommes par les machines.
(Applaudissements)
Nous disions, pour la démocratie, que nous voulions rompre le lien entre justice et politique. C'est la pratique effective depuis six mois du Garde des Sceaux et du gouvernement. Ce sera l'état de droit dans quelques semaines, grâce à Elisabeth Guigou. C'en sera fini, mes camarades, de ces nominations de magistrats sur interventions politiques au plus haut niveau. C'en sera fini de ces hélicoptères dépêchés à la hâte dans quelques sommets himalayens... (applaudissements)... pour rechercher un procureur afin d'arrêter une affaire embarrassante pour la Mairie de Paris.
(Applaudissements)
Nous disions aussi, il y a six mois, vouloir moderniser notre vie politique en permettant d'abord l'accès ou plus exactement l'inscription automatique des jeunes sur les listes électorales pour éviter ce déni de citoyenneté infligé à près d'un million de jeunes lors de la dissolution du 1er juin, qui n'ont pas pu voter, et sans doute pour nous.
Alors oui, c'est fait depuis une loi récente. Ces jeunes seront inscrits automatiquement sur les listes électorales.
(Applaudissements)
Cela permettra peut-être au Président de la République de réfléchir à deux fois avant de lancer une prochaine initiative !
(Rires et applaudissements)
Mais nous disions aussi la nécessité de limiter strictement le cumul des mandats.
(Applaudissements)
Le gouvernement a réaffirmé cette intention et engagé une concertation qui m'a permis de rappeler la position du Parti que je résume ici devant vous.

Pour que les élus se consacrent pleinement à leur mission, nous sommes, nous les Socialistes, favorables au non cumul d'une fonction parlementaire et d'un mandat d'exécutif local, dès lors que cette réforme s'accompagne d'un statut de l'élu et qu'elle s'inscrit dans la revalorisation des droits du Parlement.
(Vifs applaudissements)
Je connais les résistances. Elles sont nombreuses à Droite, quelquefois un peu au-delà... !
(Rires)
Je mesure les difficultés à trouver, à défaut de consensus, une majorité à l'Assemblée Nationale et a fortiori au Sénat. Mais, je n'en démords pas, cet engagement pris devant les électeurs nous lie collectivement. Et, pour ma part, je le rappellerai autant de fois que le Parti m'en donnera mandat, et notamment à l'occasion de ce Congrès.
(Applaudissements)
Nous disions, il y a quelques mois, que nous voulions remplacer, supprimer toutes les dispositions des lois Pasqua, Debré, Méhaignerie contraires aux principes et aux valeurs de la République.
Nous en sommes déjà là avec les textes de Jean-Pierre Chevènement et d'Elisabeth Guigou qui rétablissent les droits fondamentaux à la vie de famille, le droit d'asile ainsi que l'accès automatique à la nationalité française des enfants nés en France de parents étrangers.
Nous le faisons avec le souci de mettre en place une loi humaine et applicable, et d'en finir une fois pour toutes avec une législation vexatoire et blessante, sans effet en plus sur l'immigration clandestine. Nous le faisons au nom de nos valeurs de Socialistes, mais qui sont, en cette circonstance, celles de toute la République.
(Applaudissements)
Sur l'Europe, nous disions une Europe plus sociale. Lionel revient du sommet de Luxembourg sur l'Emploi que le gouvernement français avait demandé à Amsterdam, quelques jours à peine après sa formation.
Que ce sommet ait eu lieu, alors que depuis vingt ans aucun Conseil européen n'avait été convoqué pour aborder cette question essentielle pour les peuples, est un premier succès.
Que cette Conférence ait permis des avancées sur l'emploi des jeunes, sur la formation et sur l'insertion des chômeurs de longue durée ne tient "ni du hasard, ni de l'expérimentation, ni du mirage", comme disait l'autre, mais tient à la volonté du gouvernement français de poser des objectifs sociaux à côté des critères de Maastricht. Et chaque année, en décembre, vérification sera faite des engagements de chacun. Ce sommet est, à nos yeux, une victoire pour l'Europe, pour la France et pour les Socialistes.
(Applaudissements)

Mais, sans bouder notre plaisir, nous savons déjà aujourd'hui qu'il faudra aller plus loin. Dans un mois, nous devons donner forme au gouvernement économique nécessaire pour rétablir le pouvoir du politique face à la Banque centrale, et permettre ainsi le passage de l'Euro dans de bonnes conditions, c'est-à-dire dans le respect des quatre conditions que nous avions nous-mêmes fixées au cours de la campagne électorale.

Et puis, il faudra ouvrir de nouveaux espaces à l'Europe politique car il ne peut pas être question d'aller vers un élargissement de l'Europe sans réforme institutionnelle.

Cette dilution serait en fait une dissolution de l'ambition des fondateurs de l'Europe.

Voilà pourquoi les Socialistes demandent, comme Laurent Fabius l'a suggéré vendredi, qu'une avancée politique majeure se réalise avant tout nouvel élargissement. Il y va de l'avenir même de notre projet européen.

(Applaudissements)

Alors, mes camarades, six mois après les élections du 1er juin, nous devons saluer cette cohérence entre nos paroles d'hier et nos actes d'aujourd'hui, entre nos valeurs et notre pratique, entre l'action du gouvernement et les positions des Socialistes.

Cette cohérence justifie la fierté que nous éprouvons aujourd'hui. Fierté, le mot est revenu tout au long de nos débats, tout au long de ce Congrès, fierté pour le travail accompli depuis trois ans, fierté pour notre victoire, fierté pour l'action engagée depuis six mois, fierté pour la confiance retrouvée, fierté pour le dévouement de nos militants. Je souhaiterais que demain nous retenions de ce Congrès de Brest qu'il fut d'abord le Congrès de la fierté des Socialistes !

(Applaudissements).

J'en viens au rôle de notre Parti, ce n'est pas la première fois que le Parti Socialiste revêt les habits majoritaires. Par tempérament et par expérience, les Socialistes aiment bien gagner les élections mais redoutent toujours un peu le moment qui suit, tant ils craignent de perdre leur liberté et leur esprit critique.

Je voudrais rassurer ceux qui par hasard seraient encore dans cet état d'esprit. Le problème n'est en fait pas nouveau, Léon Blum en 1945 écrivait en effet "la tâche du Parti Socialiste est toujours difficile. Il y a pour nous les difficultés de la faiblesse, on les a éprouvées, et puis il y a les difficultés de la force" on le vit aujourd'hui, "il y a les difficultés de l'opposition et celles de la majorité."

Et Léon Blum ajoutait "dans cette vie de militant, n'espérez jamais trouver une tâche facile". C'est la notre aujourd'hui, mais nous avons acquis une certaine expérience. Nous savons depuis plusieurs années ce qu'il ne faut plus faire : rester spectateurs, même bienveillants, nous diviser, nous éloigner des Français.

Alors, je vous propose un programme de travail pour que notre Parti soit utile à notre réussite collective.

La première tâche, mes camarades, c'est de prendre notre place, toute notre place dans le débat public. La Droite traverse une crise somme toute naturelle, après une déconvenue mémorable, non par son ampleur, mais par son déclenchement. La Droite avait voulu prendre les Français par surprise, et c'est les Français qui lui ont évidemment réservé une surprise considérable.

Elle peine donc et c'est normal... (applaudissements)..... à reconstituer ses forces, on le voit dans les élections partielles. Elle tarde à retrouver un discours crédible faute d'assumer jusqu'au bout le libéralisme qui est sa seule pensée. Elle hésite à définir une stratégie partagée qu'elle est, entre ceux qui veulent la fusion du RPR et de l'UDF et ceux qui voudraient bien nouer une alliance avec d'autres plus à l'extrême droite et qui s'appellent le Front national.

(Sifflets).

Elle peine même à trouver ses sujets de polémique, elle a fini par perdre tout discernement. C'est François Bayrou à l'Assemblée Nationale qui interroge le Premier Ministre sur la situation de François Léotard, c'est Philippe Séguin qui demande au même Premier Ministre de défendre le gaullisme à l'occasion du procès Papon !

(Applaudissements).

C'est un député UDF qui interpelle la majorité à propos du bilan des Communistes espérant nous diviser, qui aboutit finalement à diviser l'opposition. (Applaudissements)

C'est même un député RPR qui, il y a quelques jours, voulant mettre en contradiction les fonctions de Premier Ministre, et de premier secrétaire du Parti Socialiste, ouvre involontairement, je le crois, notre Congrès au sein même de l'Assemblée Nationale. Qu'il en soit profondément et chaleureusement remercié ! (Rires et applaudissements).

Mais, mes camarades, les meilleures choses ont une fin, ils finiront par retrouver leur esprit, cela donc ne durera pas.

La Droite n'a perdu que de peu les élections législatives du mois de juin, à peine 0,7% du corps électoral, c'est l'écart qui nous sépare au moment des élections le 1er juin.

La Droite contrôle le Sénat, l'essentiel du pouvoir régional et départemental, cela va bientôt changer. Elle reste intime avec le patronat et dispose avec le chef de l'Etat d'un chef de l'opposition par défaut sans doute, mais solidement protégé par les institutions.

La Droite refera son unité contre nous, nous sommes ses seuls adversaires, elle n'en connaît pas d'autres, elle falsifiera nos positions, maquillera les siennes, et reviendra au seul discours susceptible de la rassembler : le moins d'Etat et la toute puissance du marché.

Fondation Jean Jaurès

Il nous appartient, mes camarades, de relever le défi. Il est d'abord idéologique, il oppose depuis l'origine de la démocratie les partisans du laisser-faire et ceux de la solidarité.

Mais il nous faudra aussi engager contre la persistance d'une extrême droite xénophobe une action de tous les instants. La permanence du phénomène, son extension à des territoires ou à des catégories jusque là préservées, exigent, je crois, une vigilance toute particulière. Le gouvernement s'y emploie pour atteindre les causes même du processus, à nous d'agir sur les effets en dénonçant les propos mais aussi les actes.

Avez-vous remarqué le climat qui s'est instauré dans les villes gérées par le Front national ? Il n'est question que d'interdictions, d'accusations, de procès, d'exclusions. La paranoïa des nouveaux élus d'extrême droite ne prend plus pour cible l'étranger, ce qui est déjà honteux, mais tout ce qui est différent d'eux, tout ce qui ne pense pas comme eux, les livres des bibliothèques, voire les bibliothécaires elles-mêmes. Ce combat est l'affaire de tous désormais et d'abord des Socialistes qui, je l'assure ici, ne laisseront pas les populations concernées seules assumer le fléau lui-même.

(Applaudissements)

Face à la Droite et à l'extrême droite, la Gauche plurielle est devenue une stratégie gagnante, notre victoire du 1er juin doit beaucoup au rassemblement de la Gauche, qui a donné vie ensuite à la majorité plurielle, et si le Parti Socialiste constitue - j'en suis heureux - de loin la première force de l'ensemble, il ne doit pas oublier et il n'oublie pas que s'il compte aujourd'hui plus de 250 députés Socialistes à l'Assemblée Nationale, c'est parce que des électeurs Socialistes l'ont voulu ainsi au premier tour, mais surtout parce qu'au deuxième tour des Communistes, des Radicaux, des Citoyens et des Écologistes ont remporté le suffrage sur nos candidats. Nous sommes donc des élus certes Socialistes, mais des élus de la Gauche plurielle, et il est normal que le gouvernement soit constitué avec les mêmes couleurs.

(Applaudissements).

La diversité est une richesse, dès lors qu'elle préserve la cohérence d'ensemble, la force de la majorité plurielle, si je puis dire, c'est la singularité de chacun et la présence de tous.

Hier, j'étais plutôt heureux de voir la présence de Robert Hue à notre Congrès. (Applaudissements)

Ce fut un beau symbole, même si les Radicaux, le Mouvement des Citoyens, et les Écologistes venaient régulièrement à nos travaux, c'était la première fois depuis 1971 que le premier responsable du Parti Communiste venait à un Congrès des Socialistes.

(Applaudissements).

Faut-il aller plus loin dans cette vie commune ? J'ai vu que l'imagination ne manquait pas. Moi, je ne suis ni pour le mariage, ni pour l'union libre. Je laisse chacun faire son chemin.
(Rires).
Nous verrons bien, mais si nous voulons y parvenir, aller plus loin, comme le disait Henri, dans les désirs, eh bien cela vaut pour la vie publique comme pour la vie privée, ne brusquons pas les choses.
Respectons nos identités, nos histoires, nos cultures, et laissons toujours la porte ouverte pour ceux qui voudraient, même le jour et pas simplement la nuit, nous rejoindre.
(Applaudissements).
Cette stratégie de l'union doit être prolongée par la préparation des élections régionales, l'enjeu est clair, il n'est pas normal que la Gauche qui représente près d'un Français sur deux ne soit aux responsabilités que dans deux régions sur vingt deux.
Pour en arracher d'autres et le plus grand nombre possible, même si je le dis ici, une de plus que les deux serait déjà un beau succès, mais nous en espérons d'autres, eh bien pour arriver à ce résultat là, l'union doit être recherchée partout où elle est possible, partout où elle est efficace.
Je fais confiance à nos fédérations pour rechercher lorsqu'il existe, le meilleur compromis, parce que je sais que c'est le vœu de nos militants eux-mêmes.
Nous devons, mes camarades, dans cette période pas simplement prendre notre place dans le débat public, mais être un acteur du changement. Rien ne serait pire que de rester spectateur, laisser le gouvernement jouer seul la partie qui est la sienne, applaudissant quand cela va bien, grimaçant quand cela va moins bien et silencieux dans les autres cas de figure.
Voilà pourquoi le rôle de notre parti est, en définitive, assez simple, il se résume en trois mots : soutenir, relayer, proposer.
Proposer, parce que ce gouvernement est le nôtre, qu'il fait la politique pour laquelle nous avons été élus. Son succès sera notre réussite, ses erreurs nos échecs, son bilan sera le nôtre. Nos destins sont communs et indissociables et comment demanderions-nous la solidarité de la Gauche plurielle si nous-mêmes nous mesurions chichement notre appui et marchandions médiocrement notre concours.
Ce soutien est d'autant plus impérieux que le gouvernement agit dans le cadre de la cohabitation et que les petites phrases présidentielles quelquefois maladroites (vous savez qu'il perd parfois son contrôle) d'aujourd'hui, on le sait bien, sont les chausse-trapes de demain. Il doit être d'autant plus fort, ce soutien, que les résistances patronales corporatistes, conservatrices se multiplieront ces prochains mois. Mais le soutien ne veut pas dire la soumission. Il nous appartient, nous les Socialistes, de corriger les textes qui nous sont proposés par le gouvernement, d'infléchir son action si elle devient trop timide, d'accélérer le cours des réformes

Fondation Jean Jaurès

si un ralentissement s'opère. Je ne m'inquiète pas de cela. Je sais que c'est l'état d'esprit de nos groupes parlementaires, je salue Jean-Marc Ayrault, Claude Estier et Pervenche Berès qui jouent leur rôle à la tête des groupes parlementaires Socialistes en notre nom.

(Applaudissements).

Voilà pourquoi je revendique, pour le soutien, une association du Parti à la délibération collective. La présence des ministres dans nos instances est une garantie. Le souci de Lionel Jospin de dialoguer chaque semaine avec les responsables du Parti en est une autre.

Mais notre Parti doit surtout relayer auprès du gouvernement les aspirations des Français, traduire leurs attentes, leurs inquiétudes, leurs impatiences, parfois leurs frustrations.

Il nous revient de ne pas nous installer dans le confort du pouvoir qui rend sourd aux bruits des déceptions et aveugle devant une réalité que l'on ne veut plus voir, parce qu'elle dérange.

Voilà pourquoi, même dans ce Congrès, gardons-nous de tout contentement de nous-mêmes, restons lucides sur la situation de nos concitoyens, les sondages ne doivent pas créer de l'illusion, ce serait un malentendu d'estimer que tout va bien pour nous, quand beaucoup de Français vivent ce qu'ils vivent aujourd'hui. Ils attendent de nous que l'on s'occupe d'abord d'eux et peut-être moins de nous-mêmes.

(Applaudissements.)

Alors ce sera, et c'est le rôle du Parti que d'assurer cette vigilance, pas simplement par rapport aux deux engagements que nous avons pris, mais par rapport à l'état de la société, à la situation de ceux que nous représentons. Ce sera la meilleure façon de convaincre nos électeurs de la durée indispensable pour mener les changements.

Enfin, le Parti Socialiste doit rester une force de propositions, que l'on soit dans l'opposition, que l'on participe au pouvoir, notre fonction ne change pas. Nous devons produire des idées, anticiper sur les choix d'avenir pour fournir des repères, indiquer des perspectives. Hier, ce travail nous a permis d'établir un programme qui finalement a emporté l'adhésion. Aujourd'hui, il s'agit de fournir au gouvernement les éléments de son action future.

Tout n'a pas été écrit le 1er juin, et nos ministres ne doivent pas être laissés face à la seule administration, voire leur entourage, pour imaginer les solutions d'avenir

Connaissant les administrations et l'entourage, je peux vous dire que ce n'est jamais là qu'on trouve l'imagination et l'innovation politique !

(Applaudissements)

Même s'il faut des administrations pour appliquer les décisions que nous prenons politiquement.

Je vous propose, pour mener à bien ce travail, de reprendre la méthode des Conventions thématiques, que Lionel Jospin avait appliquées pour l'élaboration de notre plate-forme électorale.

Je suggère donc que durant ces trois prochaines années, nous organisions au moins 5 grands débats sur des thèmes aussi essentiels que l'éducation, la solidarité, le secteur public, l'aménagement du territoire et la nation dans l'Europe.

Les orientations qui sortiront de ces débats feront l'objet d'un vote au sein de notre Parti, et je ne doute pas que le gouvernement y puisera un certain nombre de ses réflexions pour nourrir ces projets, en anticipant sur les choix, en prenant date le Parti Socialiste gardera ainsi la maîtrise de la politique qu'il soutient. Nous n'avons rien à craindre du débat. C'est la nature même du Parti Socialiste. Nous n'avons rien à redouter du vote des militants, c'est l'instrument de notre rénovation.

Et cette rénovation, il faudra la poursuivre en continuant de donner la parole aux militants : cette règle qui s'est appliquée pour la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle est devenue notre loi générale ; elle ne doit souffrir aucune exception pour la désignation de nos dirigeants, l'adoption de nos orientations, ou l'arbitrage de quelque litige que ce soit.

Si ce principe est acquis, nous avons encore à faire des efforts sur l'organisation de notre démocratie interne, sur le respect de nos procédures, notamment celles qui entourent la désignation de nos candidats et sur les adhésions. Je veillerai, j'en prends l'engagement, à ce que les manquements à ces règles soient sévèrement sanctionnés, car il y va du respect de notre éthique et parce que je veux que les orientations votées majoritairement par les militants deviennent les décisions de tous. Aucun soupçon ne doit peser sur la régularité de nos choix.

Il nous faut accueillir de nouveaux adhérents : depuis la création du Parti Socialiste, il pèse comme une fatalité historique. Hors en 1981, nous n'avons jamais dépassé 120.000 adhérents. Nous n'avons jamais réussi à être un véritable parti de masse. Il y a des raisons à cela.

Le Parti Socialiste, à la différence des autres grands partis sociaux-démocrates, ne dispose pas de liens organiques avec le mouvement syndical comme en Allemagne ou en Angleterre, il n'est pas lié au grand réseau coopératif ou mutualiste comme en Belgique. Il souffre, mais est-ce que une souffrance, de la concurrence du PC dans certains milieux populaires même si, dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, cette compétition n'a pas nui, loin s'en faut, à notre implantation militante.

Nous avons notre propre responsabilité et je note encore trop d'attitudes frileuses de nos dirigeants, de nos cadres, de nos adhérents à l'égard des nouveaux membres qui se précipitent quelquefois à nos portes !

(Applaudissements).

Je note souvent que nous progressons en adhérents au moment des désignations des candidats et quelquefois anormalement, abusivement et puis cela retombe d'un seul coup.

(Applaudissements)
Je vous propose de lisser la courbe et de faire que l'on évite désormais les sinusoïdes et que nous ayons autant de militants après les désignations qu'avant.
(Applaudissements)
On ne peut pas se contenter d'accueillir, il faut se tourner vers ceux qui ne se dirigent pas spontanément vers nous : les militants Socialistes, les couches populaires, les jeunes, les femmes, et tous ceux qui sont issus de l'immigration.
Nous devons renforcer notre implantation au sein des entreprises, rénover un peu les GSE, tisser des liens plus étroits avec le secteur de l'économie sociale, et donner vie à un Comité économique et social qui sera représentatif de la diversité des acteurs et qui sera placé auprès de notre Conseil national.
Le développement du MJS sera encouragé dans le respect de son autonomie, je le dis.
(Applaudissements)
Il faut aller au bout de cette démarche. Nous voulons des jeunes au MJS mais alors il faut aussi des jeunes sur nos listes électorales.
(Applaudissements)
Nous avons fait des progrès au nom de la parité, dont nous jugerons encore la pertinence, au moment des élections régionales.
(Applaudissements)
Mais c'est aux élections au scrutin majoritaire que nous devons faire preuve de plus d'audace, car le dernier scrutin législatif démontre que les Français, en définitive, sont plus en avance que nous sur cette question-là.
Voilà pourquoi même aux élections cantonales, je veillerai à ce que la place des femmes soit la plus importante possible !
(Applaudissements).
Il faut aussi ouvrir notre Parti au monde et à l'Europe. Si l'Europe est désormais notre cadre d'intervention, alors le PSE est notre famille. Les Partis Socialistes et sociaux-démocrates représentent aujourd'hui la première force politique en Europe. Ils ne peuvent en rester là, simplement à ces contacts, même si j'ai été très heureux qu'Oskar Lafontaine vient parler devant vous, pour dire globalement qu'il était d'accord avec la politique que nous conduisions en France.
Et donc nous lui avons dit : "cher Oskar Lafontaine, si tu veux soutenir la politique de Lionel Jospin, la politique des Socialistes Français, il faut peut-être que tu gagnes les élections en Allemagne. En tout cas, ce serait mieux pour toi et ce serait mieux pour nous."
(Applaudissements).
Faisons de ce Parti Socialiste Européen, un vrai Parti avec un vrai Congrès, où nous pourrions nous-mêmes faire des contributions, faire des motions, et voter dans des Commissions de résolutions, avec les uns, avec les autres. Pourquoi le charme finalement que nous vivons ici, nous ne le ferions pas partager ailleurs ?

(Applaudissements)
Enfin si nous voulons répondre de façon efficace à la mondialisation et au fondamentalisme néo-libéral qui l'accompagne, il faut conforter la seule organisation qui, sur la planète, recherche des réponses autour des valeurs qui sont les nôtres, à savoir l'Internationale Socialiste que préside Pierre Mauroy.
(Applaudissements)
C'est là que peut s'organiser la riposte, mais aussi l'initiative, et je pense notamment à celle qu'il faut prendre pour l'Algérie qui existe la solidarité du monde aujourd'hui.
(Applaudissements)
Pierre Mauroy nous a suggéré d'organiser le dernier Congrès du siècle de l'Internationale Socialiste à Paris.
En votre nom, je lui ai donné l'accord du Parti Socialiste. Quel plus beau symbole pour nos idées que de préparer le Socialisme du 21ème siècle à Paris, avec Lionel Jospin comme Premier Ministre ?
(Applaudissements)
Notre tâche aujourd'hui, mes camarades, c'est de faire vivre nos idées dans le prochain siècle. Le Socialisme démocratique a été forgé dans des concepts issues du 19ème siècle. Il s'est épanoui tout au long du 20ème siècle. Il a eu raison du Communisme, au sens où dès 1920, les Socialistes savaient qu'en privant l'égalité de sa sœur jumelle la liberté, le système soviétique reposait sur un vice de construction qui le ferait, tôt ou tard, s'effondrer. Le moment nous a surpris, on ne le connaissait pas, mais l'événement, lui-même, on l'avait prévu.
De même, le Socialisme est parvenu à corriger tout au long de ce siècle les excès du capitalisme, en inspirant tous les systèmes de protection sociale et en armant l'Etat d'instruments d'intervention sur l'économie, tout en le dotant des outils de redistribution fiscale.
A bien des égards, quand on fait le bilan de ce siècle, le Socialisme a remporté la bataille idéologique de ce siècle. En France, avec Jaurès, Blum, Mitterrand, nous avons influencé le cours de notre histoire collective. Et puisque j'évoque François Mitterrand, je ne peux m'empêcher, comme beaucoup l'ont fait avant moi, dans ce Congrès, de relever que Brest est le premier Congrès, depuis 1971 qui se tient sans lui, et d'affirmer bien fort que ce Parti reste toujours celui d'Epinay, au sens où notre stratégie reste fondée sur l'unité des Socialistes et le rassemblement de la Gauche.
(Applaudissements)
C'est à nous aujourd'hui non pas de tourner la page, mais d'en écrire un autre dans le même livre, le livre du Socialisme.
Lionel Jospin s'y emploie avec la responsabilité qui est la sienne mais c'est une ambition qui nous concerne tous : préparer l'avenir, ouvrir le 21ème siècle sur nos idéaux, donner un sens aux progrès technologiques, fournir des repères durables

pour répondre à l'angoisse face à des changements rapides, relever le défi de la confrontation avec le libéralisme.
Je suis convaincu de la permanence de nos valeurs : la solidarité, la liberté, la laïcité, la citoyenneté.
En revanche, le sens que nous donnons à ces valeurs doit évoluer. Vous vous rappelez l'image admirable de Jean Jaurès qui disait : "il ne s'agit pas de conserver une cendre, il s'agit d'entretenir une flamme et c'est cela la véritable fidélité à la tradition".
Le mouvement ne nous fait pas peur. Nous sommes prêts encore à d'autres évolutions pour tenir compte d'une réalité qui change sous nos yeux.
De bons esprits nous somment de nous adapter, nous renvoyant souvent vers l'Angleterre, là où il y aurait de bons Socialistes. Pour ces mêmes esprits, il n'y a jamais de bons Socialistes chez eux. Ils sont toujours à l'étranger. Ces bons esprits somment de nous adapter comme si chaque fois que nous avons eu à faire face à des choix d'avenir - la décentralisation en 1982, les restructurations industrielles en 1984, l'ouverture des marchés en 1988 et aujourd'hui encore l'Europe - nous n'avions pas pris nos risques et fait bouger la France, nous n'avions pas pris nos responsabilités.
Alors au nom d'une pseudo modernisation, que l'on ne compte pas sur les Socialistes pour devenir des libéraux de gauche, qui ne feraient qu'accompagner un mouvement alors qu'il s'agit de le maîtriser et non de l'accompagner.
(Applaudissements)
Il nous faut, une nouvelle fois, imaginer, inventer, et nous le ferons au cours des 5 conventions que je vous ai proposées sur 5 sujets déterminants. Je les évoque rapidement.
- la nation, parce que le modèle français est différent de l'américain. L'intégration des individus ne passe pas par l'appartenance à des communautés. Nous sommes également différents de pays, comme l'Italie ou l'Allemagne dans lesquels l'Etat ne joue pas un rôle actif.
Nous ne pouvons considérer notre identité nationale comme achevée. L'intégration européenne provoque une ouverture de nos frontières, mais elle ne donne pas une identité, pas encore. Dans une société plus diversifiée, les individus n'ont plus les mêmes références, que par le passé. Ils aspirent enfin à voir reconnaître leurs droits, leurs devoirs. Enfin des idéologies xénophobes tentent de récupérer ce concept de l'identité nationale au profit d'une vision caricaturale et fantasmatique de la communauté nationale.
Notre réflexion devra être articulée par rapport à deux points de vue essentiels.
Le premier est la solidarité nécessaire entre les éléments constitutifs de la nation, le sentiment d'appartenir à un même corps social, de faire partie d'un même ensemble politique. Nous aurons donc à définir de nouveaux outils pour renforcer ce sentiment d'appartenance, que ce soit par l'école, la culture, la démocratie de

proximité. L'Etat ne doit plus être à lui seul l'instituteur de la nation. Il devra être secondé par la société tout entière.
Le deuxième point fondamental et le respect des droits et des devoirs de chacun. Nous devons rappeler notre attachement à la diversité de notre identité nationale, dans le respect aussi des valeurs Républicaines. Nous réfléchirons sur les moyens de faire droit aux nouvelles aspirations des individus quant à leur mode de vie ou à leur culture, voire à leur langue.
(Applaudissements)
Je sais que beaucoup y tiennent et que c'est normal d'y tenir.
Nous devons également veiller aussi, et c'est très important, à ce que le respect des convictions privées n'entraîne pas une remise en cause du principe fondamental qui s'appelle la laïcité.
(Applaudissements)
Notre deuxième Convention sera consacrée au rapport de l'Etat et de l'entreprise. Pendant longtemps, les Socialistes n'ont voulu croire qu'à la propriété publique du capital, à la socialisation des moyens de production. Nous pensions, et c'était d'ailleurs vrai, à une certaine époque que c'était le seul moyen d'imposer des changements radicaux dans la politique sociale des entreprises. Que c'était le seul moyen d'organiser, comme en 1982, un appareil de production défaillant et de restructurer des secteurs affaiblis et plus compétitifs. C'était le seul moyen de soutenir l'investissement dans les secteurs clés.
Cette stratégie de lutte contre la myopie du capitalisme a été judicieuse et nous n'avons pas à rougir de notre bilan. Pour autant, la propriété publique du capital ne peut plus être le seul instrument de régulation de l'activité économique.
Voilà ce que devra dire la Convention et surtout préciser quel secteur relève d'une intervention plus forte encore de la puissance publique et quel autre secteur n'en a plus le besoin si ce n'est d'avoir un mécanisme de régulation, parce qu'il est très important que l'on sache que le marché n'est pas le seul à jouer la partie.
Nous redéfinirons aussi les instruments de la politique industrielle. On oublie trop souvent de dire que si Airbus réussit aujourd'hui à prendre des parts de marché à Boeing, c'est grâce à l'effort financier des Etats européens, et notamment du nôtre ; on ignore même que si Internet se développe aujourd'hui avec la vitesse que l'on sait, c'est parce que le programme Internet a été financé sur fonds publics par le gouvernement américain, par ailleurs défenseur du modèle libéral.
Nous ne sommes plus au temps de la révolution industrielle quand un inventeur isolé pouvait réaliser tout seul un progrès dans son laboratoire, si nous voulons un développement harmonieux de nos économies, n'attendons pas tout des marchés, essayons d'influencer le développement des technologies de pointe, de favoriser les relations entre l'Etat et l'entreprise, ce sera toute la question qui sera posée sur la politique industrielle à redéfinir au cours de cette convention.

J'en arrive à l'éducation : la formation constitue un élément déterminant pour s'insérer sur le marché du travail. Savez-vous que plus du trois quart des chômeurs aujourd'hui - et même trois quarts des chômeurs de moins de 25 ans - n'ont pas le baccalauréat ? Cela veut dire qu'il faudra encore - et Claude Allègre vous l'a dit - développer l'effort de l'Etat pour l'éducation.

Les sommes qu'il est nécessaire d'investir pour la formation sont des investissements, les études s'allongent et se rallongeront ou se diversifieront, des allers-retours entre période de travail et période de formation seront nécessairement organisés. Alors il ne faut pas laisser chaque individu seul, sinon ce seront les plus riches, face à ce besoin de formation.

Nous revendiquons l'héritage de l'école obligatoire, nous sommes fiers d'avoir institué la démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur, nous savons que ces progrès ne sont pas suffisants, que ce système doit évoluer pour permette un accès de tous pour une véritable égalité des chances.

Notre Convention définira les outils de cette éducation continuelle que nous appelons de nos vœux.

Chaque jeune devra avoir droit à une orientation, à une formation qui lui permette d'acquérir une qualification à la sortie du système scolaire et dans un monde qui réclame de mobiliser tous les talents, où le savoir se renouvelle rapidement, il ne peut pas être question de figer la hiérarchie sociale à 20 ans par une sélection définitive.

(Applaudissements)

J'en viens au sujet de la solidarité, c'est le sujet fondamental pour les Socialistes. Nous refusons l'assistance, les minima sociaux, nous voulons une véritable redistribution des richesses, mais nous savons aussi qu'il va falloir réfléchir à une nouvelle réforme de notre fiscalité parce que ce que nous voulons faire, c'est éviter que les fortunes acquises se transmettent, éviter que le jeu soit toujours le même, éviter qu'il n'y ait pas distribution dans ce pays alors que nous voulons partager les richesses, alors que notre pays est plus riche qu'il n'y paraît et qu'il y subsiste des poches de pauvres plus lourdes qu'il y semble à beaucoup.

Nous voulons que l'écart de prélèvement qui est quelquefois faible entre les revenus moyens et les revenus élevés soit maintenant plus large.

Il faut cesser de demander toujours aux classes moyennes, c'est vrai, même si beaucoup de privilégiés se réfugient derrière cette nomenclature pratique pour échapper à l'effort contributif qui lui est demandé.

Alors oui, nous réfléchissons sur cette solidarité, mais ce n'était pas le seul champ, il faut toucher aussi à l'école, à la ville, à la sécurité et au territoire.

Les territoires, ce sera notre dernier sujet, que l'on fasse véritablement dans ce pays un toilettage de la politique de décentralisation. Nous l'avons faite cette décentralisation, à nous de la repenser, à nous d'engager un nouveau transfert des compétences, à nous de permettre que l'Etat se dégage de certaines interventions

qui n'ont plus de raison d'être à ce niveau, à nous de donner aux collectivités locales une véritable péréquation de leurs richesses, ce sera tout l'enjeu du débat sur l'aménagement du territoire.
(Applaudissements)
Vous voyez, mes Amis, la tâche qui nous reste à accomplir : proposer, réfléchir, donner des références au gouvernement.
J'en termine, à Brest nous n'avons pas voulu un Congrès de l'autosatisfaction, un Congrès de l'auto congratulation entre Socialistes, si le gouvernement est populaire - et il l'est - nous n'ignorons pas que beaucoup de Français continuent à souffrir de la précarité, du chômage et des difficultés liées à de faibles revenus. Nous connaissons les angoisses et les doutes de beaucoup de Français, nous savons qu'ils doutent de leur avenir, qu'ils s'angoissent pour le présent, nous mesurons bien la distance qui sépare encore la politique des citoyens.
Aussi, nous avons voulu un Congrès tourné pour l'essentiel vers les Français, ils attendent de nous des idées, une volonté pour les porter, une ténacité pour les mettre en oeuvre. Ils apprécient un gouvernement qui enfin les écoute, ils veulent un discours clair, ne masquons pas la réalité, ils comprennent, et nous aussi, que la durée est nécessaire. Nous n'avons souhaité ni rupture, ni pause, mais agir à notre rythme qui depuis six mois est déjà élevé.
Lionel, tu as pris la décision de ne plus être notre prochain premier secrétaire, tu as jugé que la confusion des genres n'était pas souhaitable, il est vrai qu'une expérience récente intéressant un parti politique concurrent du nôtre confirme la fatalité de ton intuition.
(Rires et applaudissements)
Tu nous laisses, Cher Lionel, un Parti victorieux, rassemblé, fier, nous voulons ici t'en remercier. Je ne sais pas encore qui demain te remplacera à la tête de notre Parti - même si j'ai mon idée là-dessus - je sais simplement que celui-ci ou celui-là - laissons les militants voter - devra avoir à cœur de préserver l'unité que tu as su redonner à notre Parti.
Je m'en porte personnellement garant, au nom des militants, en assurant solennellement que chacun sera associé aux responsabilités, que nul ne sera écarté du rassemblement nécessaire, que les talents, les compétences seront reconnues dans toute leur diversité, que le débat sera clair et transparent, mais que dans ce rassemblement là il n'y aura ni jeux, ni postures, ni petites phrases. (Applaudissements).
J'y mettrai toute l'amitié nécessaire, tant il est vrai, mes camarades, que l'on ne peut pas proclamer la fraternité à l'extérieur et ne pas la faire vivre dans notre propre sein.
(Vifs applaudissements)
Saches bien, mon cher Lionel, que le Parti est en de bonnes mains, parce qu'il est dans les mains de ses militants, les militants qui te font confiance, qui font

confiance à ton gouvernement, à ton tour, cher Lionel, fais leur confiance - pour les connaître ils le méritent bien - et plus que jamais j'entends être leur porte-parole pour notre réussite collective. Merci.
(Applaudissements nourris et prolongés. La salle se lève pour acclamer François Hollande et Lionel Jospin qui monte à la tribune.)

Lionel Jospin
Chers camarades, vous ne pouvez même pas souffler... En effet, mon titre éphémère et finissant de premier secrétaire, ce beau titre que m'ont donné les militants une deuxième fois en 1995, me vaut de clore ce Congrès.
Je suis devant vous heureux, fier et confiant. Pardonnez-moi si des mots qui ressemblent à ceux que François vient d'utiliser viennent spontanément à ma pensée ou à ma bouche, sans doute parce que nos émotions sont communes et que nos analyses sont proches.
Oui, je suis heureux, heureux d'être en Bretagne, d'effacer par ce Congrès un autre Congrès dont nous avons gardé mauvaise mémoire, même si l'honnêteté devant vous me conduit à dire que j'en étais un des protagonistes ; c'est peut-être parce qu'avec d'autres j'en ai tiré des leçons que de retour à la tête du Parti je me suis efforcé de les rassembler davantage.
(Applaudissements)
Je suis heureux de saluer Pierre Maille, le maire de Brest, et François Cuillandre, le premier secrétaire de cette fédération... (applaudissements)... heureux de retrouver les ministres bretons, Louis Le Pensec, Charles Josselin, Marylise Lebranchu ; heureux de saluer les élus et les militants de cette région et de ce département qui ont fait la beauté, la solidité de ce Congrès.
Je suis heureux d'honorer le Socialisme en Bretagne, ses conquêtes, sur une terre qui n'était pas prête à priori à l'accueillir, forcent l'admiration. Son enracinement, son sens de l'innovation, son esprit de sérieux, voilà qui nous honore, car si nous honorons ici par notre présence le Socialisme breton, à quel point ce Socialisme en Bretagne ne rejaillit-il pas sur la réputation de notre formation politique ?
Sa capacité de synthèse, de réunion entre la tradition laïque et un certain progressisme chrétien, cette région où l'on a su dépasser l'opposition que j'ai souvent personnellement trouvée factice entre la première et la deuxième Gauche. Je sais que si Jean Poperen était là il ne partagerait peut-être pas tout à fait cette affirmation, mais je me sens en continuité avec moi-même, avec ce que je disais jeune responsable national de notre formation politique en 1977 à Nantes - dont je ne sais pas si elle est bretonne cette ville, c'est une question qui se discute -...
(Applaudissements)
A Nantes, quand je disais face à une intervention, celle de Michel, que je ne croyais pas à la distinction entre les deux cultures, que je me sentais personnellement profondément lié à ces deux cultures, à ces deux Gauches, que la vocation du Parti

Socialiste pour devenir une force majoritaire en France était de défendre ces deux cultures sans qu'elles se dissolvent, mais dans une synthèse novatrice et heureuse, nous l'avons faite et nous avons gagné, notamment grâce à la Bretagne.
(Vifs applaudissements)
Oui, je suis heureux de saluer la Bretagne, nous mesurons les difficultés et les inquiétudes qui existent dans certains secteurs de son activité économique. Les préoccupations des agriculteurs face à la réforme de la politique agricole commune - mais Louis est là qui veille avec nous ; les inquiétudes beaucoup plus graves qui assaillent les hommes des chantiers navals.
Je voudrais à cet égard remercier profondément les syndicalistes, les manifestants, qui se sont exprimés autour de leurs revendications, autour de leurs inquiétudes, autour de leurs exigences, au début de ce Congrès mais qui l'ont fait en respectant profondément le déroulement du Congrès d'une formation démocratique française.
(Applaudissements)
C'est vrai - j'avais dit à Pierre Maille que je le dirais - que j'ai été de ceux qui hésitaient finalement à faire en sorte que ce Congrès se tienne ici, peut-être marqué par la colère et l'injustice de cette colère - même si j'en comprends les sources - je me disais que je ne souhaitais pas que le Congrès de notre formation politique se tienne dans des conditions qui n'auraient pas, je crois, correspondu au style, à l'état d'esprit de ce gouvernement, à la façon dont il veut se lier et nouer des liens avec le peuple, avec ses différents secteurs, sans en avoir la moindre crainte.
C'est en grande partie parce que François l'a voulu, parce que la direction l'a décidé, mais parce que les élus de Bretagne nous en ont convaincu, que nous avons maintenu ici ce rendez-vous, nous avons fait confiance aux Bretons, nous avons fait confiance à ces militants souvent pourtant très énergiques, ils nous l'ont rendu par un geste d'élégance, de courtoisie et d'accueil qui me va au cœur et dont je les remercie.
(Vifs applaudissements)
Aux côtés des élus de cette ville, aux côté des élus de cette région et de ce littoral, d'autres villes sont touchées, je le sais. Le gouvernement s'efforce de trouver des réponses
En répondant à l'urgence sociale et économique, grâce à d'importantes mesures de soutien de l'activité et d'accompagnement social, en préparant l'avenir, aussi et surtout, grâce à une politique active de diversification économique.
Mais la Bretagne, ce n'est pas que des difficultés, c'est une puissance formidable de résistance à l'adversité. C'est une capacité à bâtir l'avenir, c'est un goût aventureux pour l'ouverture sur le monde, c'est une faculté, en même temps, de s'enraciner naturellement dans son identité, autour de sa langue ou de ses langues et autour de sa culture. Cet enracinement et cette ouverture sur le monde, n'est-ce pas justement le message que nous devons tenir aux Français aujourd'hui pour qu'ils restent fiers d'être une grande nation, pour qu'ils conservent leur identité et, en

même temps, qu'ils ne se ferment pas, qu'ils ne se replient pas, mais s'ouvrent sur les défis et les chances du monde ?
C'est bien la politique de mon gouvernement, c'est bien la politique que veut le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Mais il n'y a pas que les Bretons. Il y a tous les autres, ceux de ma région, ceux de mon département, ceux de tous les départements de France. Oui, je suis heureux de vous retrouver tous, vous les Socialistes, les délégués, mais par-là même, les représentants des militants. Car ce sont les militants qui ont remis notre formation politique sur les rails avec les États généraux après la défaite de 1993.
(Applaudissements)
Car ce sont les militants qui, pour la première fois dans notre formation politique, ont choisi le candidat à l'élection présidentielle, qui, pour la première fois aussi, en 1995, ont choisi le premier secrétaire du Parti Socialiste. Ce sont les militants qui constituent la masse vivante de ce Parti et c'est à eux, plus qu'à d'autres encore, que va ma pensée au moment où je vous dis au revoir.
(Applaudissements)
Je suis heureux, mais je suis fier.
Je suis rentré au Parti Socialiste en 1971 - j'ai dit rentré et pas entré, c'est finalement plus significatif qu'il n'y paraît puisque né dans une famille Socialiste, seules les dérives de la décolonisation m'avaient empêché de joindre la formation politique où j'aurais dû me retrouver naturellement - je suis rentré au Parti Socialiste en 1971 pour le Socialisme, ses idées et avec François Mitterrand.
(Applaudissements)
J'ai accédé à la première responsabilité en 1981, après la victoire présidentielle de François Mitterrand, j'ai dirigé notre Parti pendant tout le premier septennat.
Après Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Henri Emmanuelli, j'ai à nouveau conduit le Parti Socialiste pendant deux ans après 1995.
Je vais laisser la place, sans doute, à François Hollande, mais nos militants le diront jeudi soir dans nos sections.
Ce n'est pas à moi, ici, et François l'a esquissé, de dire le chemin parcouru depuis le Congrès de Liévin. Nous savons tous ce que nous avons fait parce que nous avons tracé ce chemine ensemble.
Et puis, mes amis les observateurs de la presse m'attendent là ! Ils ont déjà presque écrit que j'allais comparer hier et aujourd'hui avec un brin de vantardise, et moi, je crois qu'il ne faut jamais être tout à fait là où on vous attend...
(Rires)
Donc, je ne m'exprimerai pas sur ce sujet.
Je reviendrai un peu plus en arrière. Je partirai des vingt-cinq années qui viennent après 1971 pour dire que nous avons connu de grands accomplissements dans notre action collective, des moments d'exaltation et de joie intense, avec les victoires de

François Mitterrand et particulièrement, bien sûr, avec celle de 1981. (Applaudissements)

Et puis, dans d'autres périodes, notamment dans la deuxième partie de ce second septennat, nous nous sommes trouvés pires que dans des défaites finalement, dans des phases où des comportements au pouvoir, des révélations nous ont comme désaccordés, nous ont mis comme en rupture avec nous-mêmes.

Mais en même temps, chers camarades, chers amis, dans cette histoire du Socialisme démocratique depuis la fin du siècle dernier, ou dans cette histoire du Socialisme démocratique telle que nous l'avons vécue, telle que nous l'avons bâtie ensemble depuis 25 ans, il n'y a rien qui relève de la tragédie historique. Il n'y a rien qui s'apparente à une grande mystification collective. Il n'y a rien qui puisse nous laisser un goût de cendre ou d'amertume dans la bouche.

Il y a le relativisme du pouvoir, il y a des dérives que nous ne voulons plus voir renaître, il y a une déception que nous avons parfois ressentie. Et si j'ai pu jouer un rôle utile depuis 1995, au-delà de la victoire que nous venons de remporter, c'est peut-être parce que je me suis efforcé de contribuer à nous ré-accorder, à nous réunifier, à nous réconcilier avec nous-mêmes dans une action qui s'efforce de ressembler, autant que possible, aux proclamations et à la pensée.

Je suis fier, mes chers camarades, mais ma tête, pas plus que la vôtre, n'a enflé. Ni vous, ni moi ne nous laissons amuser, voire abuser, par ces histoires de sacre, de "Jospinomania". Ce n'est ni votre culture, ni la mienne. C'est contre cela que je me suis parfois dressé face aux réalités et aux délices du pouvoir. J'ai des défauts et des qualités, mais en règle générale, je suis constant et je ne change pas de point de vue sur les méthodes, sur les comportements ou sur les choses. Si ma position a changé, alors, je veux tout simplement que nous fassions vivre ensemble une expérience démocratique avec les Français et entre les Socialistes.

(Applaudissements)

Nous venons de gagner, nous sommes rassemblés. Nous essayons de travailler correctement. Les Français, pour le moment, pour le moment, ont l'air plutôt satisfaits. Faut-il s'en excuser ? Faut-il être déchirés pour monter que l'on a des idées ? A ce moment-là, les idées sont à Droite et ce n'est pas ce qui apparaît ! Faut-il être impopulaire pour prouver que l'on reste à sa place et respectueux de la démocratie ? Mais il me semble avoir gardé pourtant le souvenir d'un gouvernement récent qui cumulait l'arrogance et l'impopularité !

(Applaudissements)

Alors, je suis confiant, mais on peut être confiant et rester lucide. Je sais que la rénovation de notre parti reste à poursuivre, même si c'est une nouvelle direction qui aura à y veiller. Je mesure surtout l'ampleur de la tâche qui est celle du gouvernement, la difficulté des obstacles qui sont devant nous, les attentes de l'opinion. Nous essaierons, tout simplement, d'y répondre.

Ce Congrès, mes chers camarades, est pour moi un peu particulier. Nous devions en faire un Congrès de conquête du pouvoir, et nous sommes face à un Congrès d'exercice du pouvoir ! Je ne pensais pas y faire mes premiers pas de Premier Ministre et j'y fais mes derniers pas de premier secrétaire !

Ce que je vais vous dire maintenant, qui relève plus du Premier Ministre que du premier secrétaire (j'ai le sens du glissement qui s'opère), c'est d'abord ce que nous avons fait depuis six mois et peut-être aussi un peu ce que nous allons faire.

Je dois d'abord, comme Premier Ministre, vous rendre compte de ce que nous avons fait en six mois, pas seulement à vous, bien sûr, le gouvernement est comptable de ses actes d'abord devant les Français, il a été élu par eux et c'est eux que nous devons servir, c'est eux que nous devons entraîner, c'est eux que nous devons convaincre, c'est eux qui peuvent nous sanctionner s'ils le désirent.

Le gouvernement est responsable aussi devant la Gauche parce qu'il émane d'elle, de cette Gauche plurielle dont on moquait l'épithète il y a encore quelques mois et dont certains voudraient bien s'inspirer aujourd'hui pour trouver un masque à leurs divisions et à leurs déchirements. Oui, cette Gauche plurielle qui, depuis le 1er juin, a montré sa cohérence, sa plasticité, la force même que lui donne sa diversité.

Mais bien sûr, ce gouvernement est lié naturellement à vous parce que beaucoup de ministres et moi-même sommes sortis de ces rangs et sont ici devant moi pour vous représenter. Nous cherchons, bien sûr, à agir pour l'intérêt général, mais nous sommes et nous restons des Socialistes.

Qu'avons-nous fait depuis six mois ?

Eh bien, peut-être (et cela explique en partie l'attitude des français à notre égard, d'intérêt, d'une forme de respect, en tout cas, d'attention pour ce que nous faisons ou pour ce que nous essayons de faire) nous avons tout simplement gouverné. Le gouvernement que je conduis est un vrai gouvernement. C'est un organe politique composé d'hommes et de femmes, fait de personnalités politiques fortes et compétentes, et mon rôle de Premier Ministre n'est pas d'absorber l'énergie de mes ministres, mais de m'appuyer, au contraire, sur leurs compétences, leurs talents, leurs personnalités pour, à partir de là, diffuser une énergie plus forte au service de l'action gouvernementale et dans l'intérêt des français.

Ce gouvernement est un organisme collégial, resserré, débattant librement de ses orientations. J'avais souffert qu'il n'en soit pas toujours ainsi dans les gouvernements de la 5ème République. J'avais dit, notamment à Liévin, qu'il faudrait bâtir, concevoir autrement le fonctionnement d'un cabinet dans une grande démocratie moderne. Nous sommes aux responsabilités, je le fais et nous le faisons avec le gouvernement qui vous représente.

(Applaudissements)

C'est aussi un organe exécutif, c'est-à-dire qui décide après arbitrage, qui agit et qui veille à la mise en oeuvre sur le terrain de ses décisions.

Gouverner, pour nous, ce n'est pas administrer les choses de façon technocratique, c'est s'adresser aux hommes et aux femmes démocratiquement, c'est-à-dire à partir de leurs problèmes, agir en tenant compte de leurs réactions, les associer à nos démarches, infléchir, quand cela est nécessaire.
Entre le passage en force et l'immobilisme, il y a place pour la réforme discutée, préparée, expliquée et alors peut-être, avec plus de chance, acceptée par ceux à qui elle s'applique.
Gouverner, c'est se saisir des problèmes et les traiter.
Combien de projets avons-nous trouvés en panne en arrivant au gouvernement ?
Combien de mesures n'étaient pas budgétées et financées, mais avaient été proclamées sur la place publique ?
Combien de dossiers avaient été ouverts, mais étaient restés ouverts en friche, sans que les conclusions n'arrivent ?
Alors, gouverner, c'est se saisir des problèmes.
Des problèmes à l'école.
Ce sont les maîtres auxiliaires qui devaient être licenciés et que nous réembauchons.
Ce sont les classes fermées que nous rouvrons.
(Applaudissements)
Ce sont les gosses qui ne pouvaient plus manger à la cantine et qui pourront y retourner quel que soit le revenu des familles.
(Très vifs applaudissements)
C'est une lutte résolue contre la violence parce que le savoir ne peut pas être enseigné dans la violence, parce que le maître doit être respecté par ceux à qui il parle, parce que la communauté éducative doit être une image de la fraternité et non pas subir la violence urbaine, la violence extérieure.
(Vifs applaudissements)
C'est l'action, mais aussi des réformes audacieuses, nécessaires, qui seront faites avec les enseignants mais dont les représentants devront, eux aussi, accepter de bouger.
(Applaudissements)
(Une mouche s'étant posée sur la tête de Lionel Jospin...)
... Il y a toujours un petit détail qui vient vous expliquer que la vie est là... Là, c'était un insecte...
(Rires)
J'aimerais que ce soit une coccinelle et qu'elle se soit envolée...
(Applaudissements)
C'est traiter les problèmes de l'immigration avec la volonté de respecter, de restaurer les droits de la personne humaine, de maîtriser en même temps les flux migratoires parce que cela est nécessaire et, par-là même, de cesser de faire jouer à

l'immigré le rôle de bouc-émissaire des passions françaises, quand ce sont les passions les moins saines !
(Applaudissements)
C'est la protection sociale que nous entendons maîtriser, mais pas maîtriser de façon comptable, technocratique, centralisée, que nous ne voulons pas maîtriser en pressurant l'hôpital public, qui a au contraire trouvé dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale des marges plus grandes. Non, nous devons le faire en associant de façon consciente les acteurs du système de la santé et de la protection sociale à sa nécessaire rénovation.
C'est un budget de la nation qui était, paraît-il, impossible à faire, qui a, paraît-il, justifié tel ou tel acte politique et que nous avons élaboré sans drame, en maîtrisant les équilibres nécessaires mais en veillant en même temps à ne pas casser les perspectives de croissance sur lesquelles nous allons fonder notre politique dans les années qui viennent.
(Applaudissements)
C'est l'insécurité, qu'il faut aborder de front, sans l'isoler bien sûr des causes sociales qui la nourrissent, mais en la traitant en même temps pour ce qu'elle est : une souffrance et une inégalité de plus pour les plus faibles dans notre société.
(Applaudissements)
C'est la bataille de l'avenir que nous engageons, avec la construction progressive de grands groupes industriels français et européens, avec l'effort qui portera sur les nouvelles technologies, avec l'aide à la prise de risque pour les petites et moyennes entreprises.
Si les Français pour le moment nous accompagnent, c'est peut-être parce qu'ils ont l'impression qu'ils sont gouvernés par des gens honorables, par des ministres qui travaillent, par des femmes et des hommes qui ne croient pas avoir la science infuse, qui dialoguent avec leurs représentants, en somme qui essayent de gouverner comme il est normal de le faire dans un pays moderne et démocratique.
(Applaudissements)
Nous avons gouverné, mais nous avons aussi amorcé une rupture avec la passivité et avec l'orthodoxie.
Les Français en ont assez, ils l'ont dit à plusieurs reprises et de façon contradictoire (mais dans ces contradictions mêmes, le message était toujours identique), ils en ont assez de ces gouvernants qui leur disent que rien n'est possible, qu'il faut s'incliner devant le cours des choses, car si rien n'est possible, pourquoi des gouvernants s'arrogeraient-ils le droit de gouverner ?
(Vifs applaudissements)
Alors, nous avons dit qu'il était possible d'agir et nous avons commencé à le faire, et d'abord pour l'emploi.

Nous savons bien, bien sûr, que les emplois en France viendront de la croissance et nous veillons à entourer cette croissance pour qu'elle arrive avec force à partir de 1998.

Nous savons bien que ces emplois passeront par les nouveaux produits, les nouvelles techniques, les nouveaux procédés, les nouvelles technologies et nous allons nous inscrire directement, à partir des différents ministères, dans cet effort de modernisation.

Nous savons bien que les emplois naîtront aussi d'une autre attitude de l'Europe. J'ai répété déjà à plusieurs reprises que cela avait été un choix collectif des Européens, en tout cas des gouvernements européens, que de laisser l'Europe, qui dans les années 60 et 70 avait été une des plus fortes zones de croissance, s'engourdir, se paralyser, être menacée par la langueur.

Les choix collectifs de politique économique qui ont été faits par les gouvernements dans les années 80 et 90 n'ont pas mis l'objectif de la croissance de l'emploi au premier rang et c'est ce que nous nous efforçons de modifier.

Mais, en même temps que nous agirons pour la croissance, que nous agirons en Europe, que nous développerons les nouvelles technologies, nous savons aussi qu'il est nécessaire, dès maintenant, d'introduire une dimension volontariste dans notre action, qu'elle soit immédiate et concrète avec les employeurs, ou qu'elle soit progressive, négociée, ayant un caractère presque de perspective de civilisation avec les 35 heures.

La Droite veut caricaturer les emplois jeunes. Elle essaye, à l'Assemblée Nationale, de nous dire qu'il s'agirait de créer des postes de fonctionnaires... Mais moi, j'ai entendu que l'on rendait compte de l'arrivée des premiers emplois jeunes, des premières jeunes filles, des premiers jeunes gens dans un certain nombre d'écoles (notamment, je crois, dans la Région PACA) et quand j'entendais les récits de ces enfants qui disaient : "Tiens, ce matin, il y a des grands qui sont arrivés à l'école, ils vont nous aider à réviser nos leçons, ils vont nous aider à faire nos devoirs, ils vont être auprès de nous", je pensais au contraire qu'au lieu d'être une démarche bureaucratique et technocratique, ce mouvement des emplois jeunes était une façon de créer un mouvement social, était une façon volontariste, effectivement, à travers des milliers, des dizaines de milliers, puis des centaines de milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes retrouvant une dignité, retrouvant un travail, mais apportant aussi leur créativité, leur énergie, leur esprit novateur de jeunes, était une façon de faire bouger des choses dans l'ensemble de la société française.

(Applaudissements)

Et qu'un gouvernement puisse être à l'initiative, avec les relais locaux, d'un vrai mouvement dans la société, oui, c'est quelque chose dont je suis fier.

(Vifs applaudissements)

Oui, nous allons avancer vers les 35 heures.

Avant-hier, à Luxembourg, dans un pays ami mais néanmoins étranger, j'ai entendu, ou plutôt j'ai lu dans un texte qu'un haut responsable politique avait, distribuant vers minuit un texte à la presse, suggéré, puis nié, que cela pourrait relever (les emplois-jeunes et les 35 heures, parce que l'allusion était transparente, à tel point que cela avait provoqué le grand titre d'un journal qui ne se trompe pas... qui ne peut pas se tromper) du "mirage des expérimentations hasardeuses".
Vous savez que ma règle est de ne jamais m'exprimer sur la vie politique de mon pays à l'étranger.
(Applaudissements)
Mais nous sommes en France !
(Rires)
Vous savez que, depuis six mois, je n'ai émis aucune critique (aucune critique) sur l'autre tête de l'exécutif. A vrai dire, je travaille plus que je commente...
(Rires et très vifs applaudissements)
Mais ne pas critiquer ne signifie quand même pas laisser toute critique sans réponse, sinon, dans le jeu politique, ce serait inéquitable et peut-être même que certains d'entre vous se diraient : "Mais ce Lionel, on nous l'a changé ! Il est empesé, engourdi, confit... (rires)...", ce qui est normal pour ma région, bien sûr !
(Rires et applaudissements)
Alors, je voudrais dire d'abord que s'il s'agit d'emploi (des 35 heures ou des emplois jeunes), il ne s'agit pas là d'expérimentations hasardeuses mais de prise de risque fructueuse ; ceux qui en bénéficieront le savent et les Français le savent aussi.
(Très vifs applaudissements)
Et puis, j'ajouterai que les expérimentations hasardeuses n'existent pas qu'en économie...
(Rires)
Il arrive parfois qu'elles se produisent en politique !
(Rires et très vifs applaudissements)
Il me souvient d'une expérimentation hasardeuse qui a débuté le 21 avril 1997... (applaudissements)... en matière électorale, à propos d'une dissolution... Quand le mirage s'est dissipé, le 1er juin suivant, nous avons trouvé une majorité de Gauche à l'Assemblée Nationale !
(Applaudissements)
Comme quoi le hasard fait parfois bien les choses !
Quant aux expérimentateurs, ils ne sont pas forcément là où on les croit.
(Applaudissements)
Mais je reviens à mon propos. Oui, nous voulons réhabiliter la politique, la volonté politique. Oui, nous voulons restaurer l'idée de réforme, dévoyée par la Droite. Oui, nous voulons faire bouger la société. Nous voulons rappeler qu'un gouvernement de Gauche n'est pas là pour renforcer les puissants mais pour

Fondation Jean-Jaurès

égaliser les chances. Que le pouvoir politique ne soit plus, en France, superposé au pouvoir économique, est un facteur d'équilibre pour notre pays ; c'est en tout cas de la vocation de la Gauche et il faut que certains l'acceptent !
(Applaudissements)
Mais cette rupture avec l'orthodoxie, avec la passivité, nous ne la faisons pas en niant les réalités économiques.
Notre budget respecte les 3% et nous serons éligibles à l'Euro. Aurait-il fallu être les seuls en Europe à ne pas savoir, pire, à ne pas vouloir le faire ? Bien sûr que non et ce n'est pas ce que nous avons décidé.
Nous avons l'intention de maîtriser les dépenses sociales, comme je l'indiquais il y a un instant. Nous cherchons naturellement à armer notre pays dans la bataille économique mondiale, mais nous pensons que ce n'est pas en opposant l'économique et le social, en voulant bâtir l'économique contre le social, que l'on fait avancer un pays. C'est la marque des Socialistes, c'est là le sens de l'alternance, c'est aussi l'espérance des Français. Nous nous efforcerons d'y répondre.
(Applaudissements)
Nous avons redonné à la Gauche sa fierté d'être ensemble et son envie d'agir.
J'ai lu quelque part qu'avec ce Congrès s'engageait, paraît-il, un nouveau cycle (c'est possible), mais en rupture avec celui qui s'était ouvert à Epinay en 1971. Cela, je ne le crois pas.
Bien sûr, beaucoup de choses ont changé depuis 1971 dans la réalité comme dans nos têtes, et il faut bien en tenir compte.
Mais à beaucoup d'égards, si vous y réfléchissez, si vous regardez ce que nous faisons, et notamment ce que je fais, vous verrez qu'il s'agit plutôt d'un retour aux sources avec l'action que nous menons. J'en donnerai trois exemples.
En politique, c'est le retour revisité, renouvelé, mais c'est en tout cas le retour à l'union de la Gauche perdue depuis 1984 et négligée en 1988 au prix de quelques illusions centristes.
(Applaudissements)
Dans le social, c'est la démarche des 35 heures, reprise là où elle avait été laissée en 1982.
Dans l'économie, c'est une volonté de justice fiscale et un pari sur la croissance, alors que, dans les dernières années, notre gouvernement parlait plutôt de modernisation des marchés financiers ou de Franc fort.
Jean-Luc Mélenchon disait, dans son intervention, qu'à Bordeaux, son courant avait deux grandes revendications : une stratégie et une majorité Rose Rouge Verte, et les 35 heures sans diminution de salaire. Je devrais, à mon sens, être fait membre d'honneur de la Gauche Socialiste !
(Rires et applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Oui, je l'ai dit, je suis fier d'avoir des Communistes dans mon gouvernement, fier d'y avoir la Gauche rassemblée et diverse, heureux d'avoir vu hier ici Jean-Luc Benhamias, Yves Cochet, Jean-Michel Baylet, Georges Sarre et Robert Hue bien sûr, pour la première fois présent dans notre Congrès.
Je n'ai pas révisé mes positions sur le stalinisme ; elles datent de mes engagements de jeunesse ; je l'ai à chaque étape condamné. Mais je ne veux pas ressasser l'histoire, je veux en tirer des leçons pour demain.
Je ne veux pas laisser noircir les Communistes d'aujourd'hui quand l'objectif est de blanchir le Front National pour les alliances de demain.
(Vifs applaudissements)
Je veux, avec toute la Gauche, me projeter dans l'avenir sans oublier les brûlures du passé.
Quant à l'Assemblée, et François y a fait allusion tout à l'heure avec son brio et son humour habituel, je vois notre majorité contre la Droite écouter, rire ou s'enflammer, avec Jean-Claude Gayssot, Marie-Georges Buffet, Dominique Voynet, Jean-Pierre Chevènement, Emile Zuccarelli, comme avec Martine, Dominique, Elisabeth et Claude qui a fait un tabac devant vous. Comment fait-il pour s'exprimer pour la première fois dans un Congrès et se faire applaudir à ce point ? Cela doit être une alchimie de scientifique. Moi, la première fois que j'ai parlé, je peux vous dire que c'était beaucoup plus confidentiel....
(Rires)
Remarquez, la dernière aussi !
Alors, ensemble, qu'allons-nous faire ?
Continuer !
Il n'y aura pas de pause car nous nous efforçons de conduire notre action de façon maîtrisée, car j'ai toujours dit que ce qui m'intéressait, ce n'était pas les cent premiers jours, et nous les avons déjà doublés ou presque, mais c'était la continuité de l'action, c'était les années pendant lesquelles nous agirions.
Je ne veux pas un rythme syncopé, même si bien sûr les choses n'avancent jamais de façon linéaire. Je ne veux pas des enthousiasmes du début et puis la passivité, le renoncement. Non, je souhaite qu'ensemble nous avancions autant que possible de façon maîtrisée.
Ce Congrès se tient ces jours-ci parce que c'était son heure, trois ans après le précédent.
Ce Congrès tombe bien parce qu'il permettra à une équipe renouvelée, à un nouveau premier secrétaire d'accompagner les pas d'un gouvernement presque neuf, mais nous n'avons que six mois de travail, nous sommes à peine engagés dans la mise en oeuvre de notre programme, plein de chantiers sont en cours, nous avons des projets en tête. Nous allons donc tout simplement poursuivre notre action pour reconstruire de nouvelles solidarités :

Fondation Jean Jaurès

La loi sur la pauvreté - parce qu'il ne s'agit pas seulement d'exclusion, il s'agit de pauvreté et de grande pauvreté, il faut appeler les choses par leur nom et non par des termes qui tempèrent la réalité sordide - la redéfinition d'une politique de la ville, la relance de l'aménagement du territoire, des réformes pour la fiscalité locale et la fiscalité du patrimoine qui seront au menu de l'année prochaine, des mesures de solidarité entre génération et entre famille, et puis toujours la priorité à l'emploi. Oui, ainsi nous allons reconstruire de nouvelles solidarités dans notre pays.

Nous allons poursuivre notre action pour refonder le pacte républicain. Il s'agit là de l'impartialité dans l'action de l'Etat, de la réforme de la justice pour qu'elle soit indépendante du pouvoir politique, mais attentive aux besoins, aux désirs et aux attentes des concitoyens.

Il s'agit là de la réduction du cumul des mandats, et je sais maintenant que l'opposition, toute l'opposition, depuis le bas jusqu'en haut, est particulièrement frileuse sur ce sujet.

Nous verrons bien donc comment trouver un chemin, mais on connaît nos ambitions, et si nous devions les borner, c'est tout simplement parce que certains nous auraient empêchés de le faire puisque vous savez qu'il y a des contraintes particulières au Parlement ou hors du Parlement pour faire passer des projets sur ce sujet.

La clarté mise dans les écoutes téléphoniques et dans le secret défense, l'accent mis sur la sécurité dans les quartiers populaires accompagnés d'une déontologie policière, l'apaisement mis dans les rapports des Français à l'immigration, une vie parlementaire active et que l'opposition nous rend, il faut bien le dire, plutôt attrayante, une place croissante des femmes dans la vie de la cité et l'engagement du mouvement vers la parité, voilà ce qui doit réhabiliter pour nos concitoyens, l'espace public et l'action politique.

(Applaudissements)

Nous allons poursuivre notre action pour rééquilibrer l'Europe. Je n'ai pas voulu, et le gouvernement qui en a débattu n'a pas voulu, en juin, quelques jours après notre arrivée, d'une crise qui, en Europe, nous aurait laissés défaits, isolés et impuissants.

Je n'ai pas vu, dans les interventions intéressantes qui ont été faites hier, notamment par des camarades de la Gauche Socialiste, autre chose que des déclarations très générales, intéressantes, avec lesquelles nous n'étions pas forcément en désaccord mais qui ne permettaient pas de dégager une pratique que nous pourrions conduire effectivement dans nos rapports avec d'autres gouvernements souverains.

Nous n'avons pas voulu d'une crise mais nous avons proposé, d'entrée de jeu, des démarches et trouvé des appuis pour amorcer un rééquilibrage de l'Europe.

Faisons vivre nos idées en France et en Europe. Cela ne veut pas dire imposons nos oukases. Nous n'avons pas la volonté de faire la leçon aux autres peuples, et nous

n’avons pas le pouvoir d’imposer nos diktats ou nos idées ou même nos préférences au gouvernement européen rassemblé en Conseil.
Prenons les 4 conditions dont on parlait.
Sauf à considérer que ces conditions pour l’Euro étaient des conditions prétextes, c’est-à-dire en réalité non pas des pas en avant qu’on voulait faire sur des perspectives qui nous rassemblaient mais des obstacles que l’on voulait mettre à l’engagement de la France, mais si l’on prend ces conditions, non pas comme des conditions prétextes mais comme des conditions de la réussite même de l’Euro à nos yeux, et d’ailleurs pour l’Europe, qui ne voit que nous avons avancé et parfois plus vite que nous ne le pensions depuis six mois ?
Nous disions un Euro non surévalué et disons que nous n’y sommes pour pas grand chose, c’est vrai, sauf pour ce qui concerne notre action en France, quand l’évolution du Dollar a été faite dans le sens de cette première condition.
Nous disions que les pays du sud de l’Europe, et notamment l’Italie, l’Espagne, doivent être dans la monnaie unique, dès le départ, parce que cette monnaie unique ne doit pas regrouper un petit noyau dur de pays du nord, mais doit rassembler, s’il était, une vraie exigence, un vrai intérêt de l’ensemble des pays de l’Europe et notamment les grands pays de l’Europe, et c’est vers cette perspective que nous allons, notamment grâce à l’action de la diplomatie française depuis 6 mois aux côtés par exemple de nos amis Italiens.
Nous disons un gouvernement économique mais là encore, mes chers camarades, il faut s’entendre et je ne voudrais pas que ceux qui sont devenus des adeptes du gouvernement économique se mettent en contradiction avec eux-mêmes.
Pour moi le gouvernement économique, le Conseil de l’Euro, c’est une instance dans laquelle, au-delà de la Banque centrale, dont le rôle n’est pas de dicter une politique dans tous les sens de la politique économique, mais c’est une caricature, mais de gérer la monnaie en quelque sorte.
Le Conseil de l’Euro, pour moi, est une instance dans laquelle les gouvernements légitimes représentent des peuples, discutent de l’investissement, discutent des politiques budgétaires, discutent des objectifs de croissance, discutent de politique sociale, donc discutent dans l’ensemble des champs de la politique économique.
Mais ce n’est pas un gouvernement économique au sens où cette instance pourrait dicter à la France sa politique économique.
Je ne veux pas qu’un gouvernement économique de l’Europe dicte à la France sa politique économique, je souhaite que nous participions souverainement à l’élaboration d’une politique économique cohérente et consciente en Europe, à trop vouloir prouver, parfois on se trouve pris dans des contradictions.
(Applaudissements)
Alors le pacte de stabilité et de croissance, nul doute que nous sommes loin du compte. Il n’a pas dépendu de nous que nous arrivions cinq jours après une décision prise mais qui ne voit que ce chapitre sur l’emploi dans le traité

d'Amsterdam, même insuffisant, que cet accent insuffisant mis à Luxembourg sur les problèmes de la croissance, que ces premiers engagements pris au niveau communautaire mais aussi au niveau national, que cette intention de suivi régulier des politiques de l'emploi, que cette obligation de rendre compte de ce que nous faisons dans ces sommets sur l'Emploi, qui se tiendront une fois par an désormais, sont pour la première fois mis à l'ordre du jour d'un sommet européen. En novembre de cette année, alors que depuis vingt-cinq ans sans doute, jamais l'emploi n'avait été mis à l'ordre du jour d'un sommet européen en tant que tel, nous sommes parvenus à ce qu'il en soit ainsi.

Naturellement ce n'est pas une fin en soi mais tous ceux qui connaissent les mécanismes de l'Europe, savent aussi que c'est le début d'une démarche qui va permettre de rééquilibrer les objectifs de politique économique de l'Europe et face aux critères de Maastricht, désormais de poser des objectifs de Luxembourg.

(Applaudissements)

Bientôt, et quand on dit bientôt, cela prendra plusieurs années, soyons-en assurés, l'élargissement mettra fin à la césure historique du continent et cet élargissement, c'est vrai, sonnera comme un défi.

Je dis ici ce que nous disons devant les Européens depuis le départ. Il nous faudra réformer des institutions européennes avant de procéder à l'élargissement. Nous n'avons pas l'intention de nous retrouver dans une Europe ingouvernable. Le traité d'Amsterdam ne peut en rien nous satisfaire et nous le ferons évoluer, et la réforme institutionnelle sera, pour nous, un préalable à l'élargissement, élargissement que par ailleurs nous acceptons.

(Applaudissements)

Mais l'élargissement de l'Europe, quand on y réfléchit bien, ce n'est pas simplement le phénomène de l'adhésion d'un certain nombre de pays à l'Union Européenne. C'est aussi l'élargissement de la perspective de l'Europe, et de sa capacité à agir dans les arènes internationales.

Un fait vient de se produire, les Etats-Unis qui sont, on le sait, quand même tentés depuis quelques années par l'hégémonisme, sous peine de se retrouver isolés, ont dû infléchir la position qu'ils avaient adoptée face à la crise irakienne, sous l'influence directe et coordonnée de la France, de la Grande-Bretagne, et de la Russie.

Et, en nous nous efforçant, sans céder à l'Irak, et à son rejet inacceptable des résolutions de l'ONU, visant à éviter que ce pays se dote à nouveau d'un potentiel destructif sur le plan nucléaire chimique, ou bactériologique, sans céder aux exigences de l'Irak, nous sommes passés du risque d'un conflit, de la menace d'avoir à frapper encore un peuple déjà martyrisé, à la possibilité d'une solution diplomatique, parce que nous avons dit et cela nous apparaissait comme une conduite rationnelle, que pour faire bouger l'Irak aujourd'hui dans cette crise, au

moins fallait-il lui ouvrir la perspective d'une évolution de sa situation s'il remplissait les conditions de l'ONU.
Je pense que si cette démarche aboutit positivement, comme je l'espère, ce sera un beau succès pour l'Europe, pour sa capacité d'influence et tout simplement pour la raison.
(Applaudissements)
Nous voulons continuer à agir pour rééquilibrer l'Europe. Nous voulons aussi donner un visage humain à la modernité.
Au prochain Congrès, nous sommes plusieurs à l'avoir dit, et tous à l'avoir pensé, nous serons dans l'autre siècle. Nous voulons une société ouverte, et non une société close, nous voulons une société mobile mais nous ne voulons pas une société sauvage.
L'acceptation de la mondialisation qui est la nôtre, ce n'est pas la renonciation à l'identité nationale.
La connaissance des réseaux qui se développent à l'échelle du monde, ce n'est pas la méconnaissance ou la négation de la volonté populaire et par-là même de la démocratie.
L'accueil des technologies, ce n'est pas l'oubli des valeurs mais c'est un progrès qui doit être mis au service de l'Homme, au service de tous les hommes et de toutes les femmes, à l'échelle de la planète.
Le Socialisme du 21ème siècle, mes chers camarades, sera vivant s'il sait réaliser ces synthèses ; dans ce travail de synthèse, d'anticipation de l'avenir, le rôle du Parti Socialiste, votre rôle sera irremplaçable.
Au gouvernement, nous serons dans l'action, le quotidien souvent nous prendra à la gorge, même si nous nous efforcerons, nous aussi, de penser le futur, mais nous aurons besoin de vous, d'un Parti vivant, d'un Parti stimulant, d'un Parti amical, pour nous aider à y voir clair, pour débroussailler des dossiers difficiles qui concernent la société française et son avenir.
Je me réjouis de savoir que François Hollande a proposé ce matin que vous travaillez dans 5 grandes conventions sur l'éducation, la solidarité, le service public, l'aménagement du territoire, et la nation dans l'Europe.
Mes chers camarades, je ne vais pas reprendre les éléments que François a donnés sur les relations entre le parti et le gouvernement, quand nous sommes au pouvoir. C'est un vieux thème, nous l'avons théorisé et pratiqué. Nous l'avons éprouvé ce lien et nous l'avons parfois distendu à l'excès. Ce lien qui nous unit, vous ne le trouverez ni dans la subordination du Parti au pouvoir, ni dans l'injonction du Parti au gouvernement. Vous le trouverez dans la cohérence politique de deux forces distinctes.
Nous débattons dans le gouvernement parce que la majorité est plurielle, mais aussi tout simplement parce que c'est le "b.a.ba" oublié parfois de la démocratie. Nous préparons avec le premier secrétaire délégué, les présidents des groupes à

l'Assemblée Nationale, et au Sénat, Claude Estier, Jean-Marc Ayrault, avec le président de l'Assemblée Nationale, Laurent Fabius, avec les autres responsables du Parti des grandes Commissions qui structurent et rythment la vie parlementaire, nous préparons les principales décisions parce que nous émanons de vous et que le Parti Socialiste est la force centrale du rassemblement des forces de progrès.

Notre parti a, au cours de ces dernières années, à travers un certain nombre d'épreuves, grandi, je crois, en maturité et en expérience.

Il a acquis une modestie de ton et de forme qui lui permet sans doute, tout en étant au pouvoir, de se mouvoir dans de nombreux mouvements sociaux.

Vous devez sans doute pousser plus loin sa féminisation, son rajeunissement, en un mot, son renouvellement.

François Hollande, si les militants le choisissent, ce qui n'est pas impossible, conduira ce changement. En 1988, quittant une première fois ma charge de premier secrétaire, on m'avait reproché de n'avoir pas prévu ma succession, j'avais cru que je n'avais pas à le faire. Alors, cette fois, pour ne pas encourir une deuxième fois ce reproche, j'ai fait une proposition claire au Conseil national, qui m'a provisoirement suivi, celle d'un homme amical, mais indépendant de moi, d'un homme que l'on dit sans courant, mais qui sera sans doute l'élu de tous les militants, celle d'un homme qui a le talent pour imposer sa marque, son style, sa volonté ronde et ses idées carrées !

(Rires)

Celle d'un homme qui aura une équipe renouvelée et talentueuse avec lui, les Alain Claeys, Jean-Christophe Cambadélis et tous les autres, les jeunes hommes, les jeunes femmes qui sont déjà dans la direction du Parti et qui le rejoindront sans doute dans la direction du Parti, même si vous vous en doutez, je ne m'en mêlerai point.

Regardez déjà comment dans ces six mois de transmission, la charge de la responsabilité du Parti Socialiste est passée sans effort apparent, presque naturellement, de mes épaules sur les siennes pendant que nous marchions de concert.

Regardez comme il a déjà commencé à m'effacer de votre souvenir, au moins comme premier secrétaire !

(Rires)

Débattez mes chers camarades, autant qu'il est nécessaire pour animer le présent, et éclairer l'avenir. Restez fraternels, restez rassemblés. Moi, cet après-midi, ou cette fin de matinée, je passe le témoin avec nostalgie, avec bonheur, avec espoir.

Dans ma responsabilité nouvelle, vous le savez, je suis avec vous !

(Vifs applaudissements et l'assemblée debout écoute l'hymne national)

Fondation Jean Jaurès